

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LES ATTRIBUTIONS DU SÉNAT DU PREMIER EMPIRE

CONCERNANT

LA JUSTICE ET LES DROITS INDIVIDUELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le samedi 25 novembre 1922, à 3 heures 1/2

PAR

Jean THIRY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Président : M. E. CHAVEGRIN, professeur.

Suffragants : { *MM. GIDEL, professeur.*
MESTRE, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1922

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**L'Université et la Faculté n'entendent donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES ATTRIBUTIONS DU SÉNAT DU PREMIER EMPIRE

CONCERNANT

LA JUSTICE ET LES DROITS INDIVIDUELS

~~~~~

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

*Le samedi 25 novembre 1922, à 3 heures 1/2*

PAR

Jean THIRY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

*Président : M. E. CHAVEGRIN, professeur.*

*Suffragants : { MM. GIDEL, professeur.  
MESTRE, chargé de cours.*

---

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU  
ROUSSEAU ET C<sup>ie</sup>

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1922





# LES ATTRIBUTIONS DU SÉNAT DU PREMIER EMPIRE

CONCERNANT

## LA JUSTICE ET LES DROITS INDIVIDUELS

---

### CHAPITRE PREMIER

#### INTRODUCTOIN

Parler du Sénat-Conservateur, c'est évoquer le souvenir d'une assemblée que sa docilité priva de toute action politique indépendante ; d'un corps qui, constitué en l'an VIII, gardien de la Constitution, borna son rôle à introduire dans l'acte dont il avait la garde, les changements voulus par Bonaparte et destinés à faire passer entre ses mains le pouvoir tout entier.

Cependant cette Assemblée n'eut pas toujours la passivité que l'on se plaît aujourd'hui à lui reconnaître pour tout mérite et en dehors même de son rôle politique, eut d'autres attributions moins connues, mais malgré tout assez importantes.

Bonaparte, en effet, dès l'an X, avait senti la né-

cessité de donner à la Nation quelques garanties contre son despotisme naissant et de cacher, ne fût-ce que derrière une façade fragile, tout ce que ses méthodes de gouvernement pouvaient avoir d'autoritaire.

Par une innovation assez curieuse, ce fut une assemblée politique qui fut chargée de la défense des droits individuels.

Cette anomalie s'explique, car le Sénat-Conservateur fut toujours, sauf à de très rares moments, entièrement dévoué à Napoléon Bonaparte, et celui-ci ne perdit jamais une occasion d'augmenter son influence sur ce corps, soit en le comblant de faveurs, soit en y faisant entrer un grand nombre de ses créatures. D'autre part, les attributions que le Sénat-Conservateur reçut en matière de droits individuels étaient tout à fait particulières et concernaient les individus auxquels les lois communes ne pouvaient s'appliquer : ce qui était le cas des membres de la famille impériale, ou bien des individus placés dans une situation anormale ; les individus arrêtés arbitrairement par exemple.

Ce n'était pas d'ailleurs Napoléon Bonaparte qui avait inventé la confusion de pouvoirs qui donnait aux sénateurs un rôle judiciaire : la Constitution de l'an VIII tout entière n'était qu'un vieux projet de constitution, refondu, reformé et déformé.

Siéyès, créateur de la Constitution de l'an VIII, avait en effet proposé en l'an III à la Convention un plan de constitution qui, à ce moment, subit d'ailleurs un échec complet.

C'est ce projet de l'an III qui servit de base après des retouches, du reste importantes, à la Constitution de l'an VIII.

Siéyès, dans la séance du 2 thermidor an III (20 juillet 1795), exposa devant la Convention nationale son plan de Constitution (1) : « Une Jurie constitutionnaire » était prévue. C'était dans la pensée de Siéyès un corps de représentants chargé de la mission spéciale de juger les réclamations contre toute atteinte qui serait portée à la Constitution.

Mais, outre cette attribution, la jurie avait d'autres pouvoirs. Siéyès en effet, appelé à définir la Jurie constitutionnaire, lui assignait ces trois rôles dont le dernier seul nous intéresse ici (2). Elle devait :

1° Veiller avec fidélité à la garde du dépôt constitutionnel ;

2° S'occuper de toutes les vues qui pouvaient servir à perfectionner la Constitution ;

3° Enfin « offrir à la liberté civile une ressource d'équité naturelle dans les occasions graves où la loi tutélaire aurait oublié sa juste garantie ».

(1) *Moniteur* du 7 thermidor an III (samedi 25 juillet 1795).

(2) *Moniteur* du 26 thermidor an III (13 août 1795).

C'était bien là lui assigner la défense des droits individuels.

Siéyès la considérait comme un « supplément de juridiction naturelle aux vides de la juridiction positive ».

Cette attribution importante n'était pas d'ailleurs confiée par Siéyès au jury constitutionnaire tout entier (1). Une fraction du corps détachée annuellement, par la voie du sort, et comprenant un dixième au moins des membres du jury, devait être exclusivement chargée des décisions « de la justice naturelle ».

Dans le projet de décret en 17 articles que Siéyès avait élaboré pour fixer le rôle du jury constitutionnaire (2), il est dit que la section formée en « jury d'équité naturelle » serait exclusivement chargée de prononcer sur les demandes officielles qui lui seraient portées par les divers tribunaux à l'effet d'avoir un arrêt d'équité naturelle sur les cas qu'ils auraient déclaré n'avoir pu juger, faute de loi positive qui eût pu s'y appliquer, ou ne pouvoir juger contre leur conscience, d'après le texte seul de la loi.

Ce jury devait rendre des arrêts d'*équité naturelle* devant être exécutés par le tribunal qui avait formé

(1) *Moniteur* du 27 thermidor an III (14 août 1795).

(2) *Moniteur* du 27 thermidor an III.

la demande officielle, ou par tout autre, au choix du jury constitutionnaire.

Les arrêts d'équité naturelle devaient être officiellement communiqués dans le mois au Conseil des Cinq-Cents. Le jury constitutionnaire ne pouvait rendre aucun arrêt de son propre mouvement.

Ce jury d'équité naturelle était donc, on le voit, constitué en véritable tribunal qui rendait des arrêts sur la demande des autres juridictions qui se désistaient faute de loi positive, soit parce que le texte de la loi aboutissait à un résultat inique d'après la conscience des juges. C'était en somme une confusion absolue de pouvoirs et l'intrusion regrettable d'une assemblée politique dans le domaine judiciaire.

Le jury d'équité naturelle, rejeté en l'an III par la Convention, ne fut pas admis dans la Constitution de l'an VIII. A ce moment Siéyès, auteur de la nouvelle Constitution, put bien faire accepter son Sénat gardien de la Constitution, mais sans lui donner le rôle de jury (1). La Constitution du 3 nivôse an VIII faisait du Sénat-Conservateur le gardien de la Constitution et un grand collège électoral, corps générateur de tous les autres, et chargé d'élire, non seulement les législateurs, les tribuns et les consuls, mais les juges au Tribunal de cassation et les com-

(1) *Archives nationales*, procès-verbaux des séances du Sénat-Conservateur, Carton CC I, p. 1 et 2.

missaires à la Comptabilité (art. 20). Le Sénat de l'an VIII ne fut donc en aucune façon un *juge*.

La Constitution de l'an X (1) lui donna en partie ce rôle, mais cependant le Sénat-Conservateur ne devint pas pour cela la jurie constitutionnaire de l'an III.

Le sénatus-consulte du 16 thermidor an X donnait en effet au Sénat le droit d'annuler les jugements attentatoires à la sûreté de l'Etat (art. 55). Ainsi il recevait le droit de *détruire* ce que les tribunaux avaient décidé ; attribution extraordinaire qui constituait une grande confusion de pouvoirs. Mais là ne se bornait pas la part que la Constitution lui accordait dans le fonctionnement de la justice, car il pouvait aussi désormais : 1° prendre des mesures pour empêcher que le cours régulier de la justice ne fût interrompu par des détentions arbitraires. Il devait, en effet, déterminer le temps dans lequel des individus arrêtés arbitrairement (2) devaient être traduits devant les tribunaux lorsqu'ils ne l'avaient pas été dans les dix jours de leur arrestation (art. 55) ;

2° A l'inverse, le Sénat recevait le pouvoir d'interrompre le fonctionnement des tribunaux. Lorsque les circonstances semblaient l'exiger, il pouvait en

(1) *Moniteur* du 17 thermidor an X.

(2) Arrestations effectuées en vertu de l'article 46 de la Constitution.

effet suspendre pour cinq ans, par des sénatus-consultes, les fonctions de juré dans les départements où cette mesure était jugée nécessaire, ou mettre certains départements « hors de la Constitution » (art. 59). Cette dernière formule est très vague et il est bien difficile de savoir ce qu'était exactement la mise hors de la Constitution. Toujours est-il que cette mesure produisait effet sur le fonctionnement des tribunaux.

Ces diverses attributions données par la Constitution de l'an X au Sénat-Conservateur dans le domaine judiciaire et dans celui des droits individuels malgré leur diversité, forment un ensemble. Il ne faut pas oublier en effet qu'en l'an X on sort d'une période de troubles. Si la main du Premier Consul a remis de l'ordre dans la Nation, il reste encore à faire : bien des contrées sont encore mal soumises, bien des susceptibilités sont prêtes à se tourner en malveillance à l'égard du gouvernement, et bien des ennemis de Bonaparte le présentent comme un despote, contre lequel ils excitent l'opinion.

Là se trouve l'explication, souvent la justification des mesures que je viens d'indiquer et dont les unes semblent menaçantes à l'égard des droits des individus tandis que d'autres les protègent.

Si par exemple le Sénat-Conservateur reçut le droit de suspendre pour cinq ans les fonctions de juré

dans certains départements, c'est que Bonaparte craignait de voir les jurys, hostiles à son gouvernement, rendre dans les départements nouvellement annexés des décisions qui eussent fait scandale dans le reste de l'Empire.

Si le même Sénat eut à déterminer le temps dans lequel des individus arrêtés arbitrairement devaient être traduits devant les tribunaux, c'est que les ennemis du gouvernement répétaient partout, pour combattre le despotisme naissant, que les lettres de cachet avaient reparu sous la forme d'arrestations arbitraires. On voulut couper court à ces bruits malveillants, vrais d'ailleurs dans une large mesure, en donnant au Sénat la mission, plus ou moins sérieuse, de défendre la liberté individuelle.

Enfin quelqu'extraordinaire que fût le pouvoir conféré au Sénat, assemblée politique, d'annuler les jugements des tribunaux civils et criminels, lorsqu'ils étaient attentatoires à la sûreté de l'Etat, ce n'était pas sans quelque raison qu'il obtint ce droit si l'on songe que le gouvernement se trouvait alors dans des circonstances spéciales exigeant des mesures appropriées. Il s'agissait notamment de rassurer les possesseurs de biens nationaux que certains jugements récents avaient inquiétés à juste titre. Le contrôle du Sénat sur les décisions de justice serait, pour la propriété actuelle de ces biens, une puissante

garantie, car une assemblée presque entièrement peuplée d'anciens révolutionnaires maintiendrait par tous les moyens les résultats de la Révolution.

De l'an X à l'an XII, aucun jugement n'ayant été cassé, aucune arrestation arbitraire n'ayant été constatée, des suspensions de jurys ayant été effectuées quand le gouvernement les demandait, le Premier Consul, à la veille de devenir Empereur, pensa qu'il était possible d'accroître encore dans ce domaine, comme dans tous les autres d'ailleurs, les pouvoirs du Sénat-Conservateur. Cette assemblée lui était d'ailleurs toute dévouée, et les sénateurs devaient être dans la dépendance encore plus étroite de Napoléon depuis que le recrutement du Sénat avait été modifié en l'an XII.

Le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII (1) développa le rôle protecteur du Sénat à l'égard des libertés individuelles par les articles 60 à 68 qui instituaient les Commissions de la liberté individuelle et de la liberté de la presse. La Commission de la liberté individuelle avait pour mission d'obliger le gouvernement à mettre en jugement les personnes non traduites devant les tribunaux dix jours après leur arrestation. La Commission de la liberté de la presse devait recevoir les plaintes des auteurs, im-

(1) *Moniteur* du 20 mai 1804.

primeurs ou libraires pour entraves mises à l'impression ou à la circulation des ouvrages et inviter les ministres à les faire cesser.

Ce même sénatus-consulte de l'an XII qui réglait le rôle du Sénat en matière de libertés des individus, augmentait d'autre part la place que le Sénat avait commencé à tenir dans le système des juridictions du pays : dorénavant le Sénat, s'il n'était pas à proprement parler la Haute Cour de justice, composée d'éléments divers, devenait tout au moins le siège de cette Haute Cour à laquelle il fournissait la majeure partie de son personnel. Le titre XIII du sénatus-consulte disposait que la Haute Cour Impériale devait juger les délits personnels commis soit par les membres de la famille impériale, soit par les grands dignitaires de l'Empire, soit par les ministres ou secrétaires d'Etat, les grands officiers, les sénateurs ou les conseillers d'Etat. Elle devait aussi juger les crimes, attentats ou complots contre la sûreté de l'Etat ou la personne de l'Empereur et certains délits commis par les ministres, les administrateurs coloniaux, les généraux, les préfets, les membres des Cours d'appel ou des Cours de justice criminelle.

Elle recevait aussi des Commissions sénatoriales les dénonciations pour cause de détention arbitraire et pour violation de la liberté de la presse.

Les attributions du Sénat-Conservateur furent

encore augmentées dans la suite ; en effet, la création de l'Empire ayant mis la famille de Napoléon en dehors du commun, il parut difficile d'appliquer à ses membres toutes les règles édictées par les lois en vigueur. Ils formèrent donc une catégorie spéciale d'individus dont le Sénat dut s'occuper. C'est lui qui, d'après le sénatus-consulte du 28 floréal an XII fixait le mode d'éducation des princes français (art. 10) et recevait les actes constatant la naissance, le mariage et le décès des membres de la famille impériale (art. 13). Dans la suite, il déclara dissous le mariage de Napoléon et de Joséphine. Il statua aussi sur les apanages, les biens de la famille impériale et sur d'autres questions.

Toutes ces importantes attributions furent jalousement gardées par le Sénat-Conservateur jusqu'à la fin de son existence.

Les Commissions sénatoriales de la liberté individuelle et de la presse fonctionnèrent jusqu'au dernier jour de l'Empire. Les jurys, surveillés par le Sénat, furent l'objet de plusieurs sénatus-consultes. Le Sénat, dans la célèbre affaire d'Anvers, cassa même une de leurs décisions. Beaucoup de dispositions enfin furent prises par le Sénat sur la demande de l'Empereur pour organiser la famille impériale.

\* \* \*

L'idée que Siéyès avait émise en l'an III devant la

Constituante, d'une assemblée politique capable de défendre les droits individuels et même de devenir une sorte de tribunal spécial (1) avait donc fait son chemin. Elle avait été, on l'a vu, abandonnée en l'an VIII, mais peu à peu le Sénat-Conservateur était devenu le défenseur des droits des individus et même un tribunal spécial suivant la formule de Siéyès.

Pourquoi les importantes attributions que le Sénat-Conservateur avaient reçues en l'an X et surtout en l'an XII lui furent-elles ainsi marchandées pendant cinq années ?

Une assemblée politique revêtue des pouvoirs que la Constitution de l'an XII avait attribués au Sénat aurait pu devenir redoutable à un gouvernement moins robuste que celui du Consulat, puis de l'Empire. Bonaparte mis en l'an VIII à la tête du gouvernement de la France ne connaissait pas encore sa puissance et particulièrement ne savait pas quel serait l'état d'esprit des sénateurs.

A cette époque même il avait toutes les raisons de se méfier d'une assemblée à la tête de laquelle était le rival, pour ne pas dire même l'ennemi du Premier Consul : Siéyès.

Plus tard au contraire, le Sénat, au sein duquel Cambacérès avait acquis la place qu'avait eue Siéyès

(1) Voir *Moniteur* du septidi 7 thermidor an III (samedi 25 juillet 1795 et numéros suivants).

retiré dans sa terre de Crosne, était devenu un instrument docile aux volontés du Premier Consul.

D'ailleurs, en même temps qu'il recevait à chaque changement constitutionnel des attributions nouvelles, le Sénat voyait modifier son mode de recrutement, et cela de façon à faire dépendre presque entièrement la nomination des sénateurs de la volonté du gouvernement.

En l'an XI (1), 14 citoyens devaient être élus sénateurs par le Sénat sur la présentation de trois candidats choisis par le Premier Consul seul. Le Tribunat et le Corps législatif n'avaient plus aucune part par conséquent dans la nomination de ces sénateurs, et de plus le Premier Consul recevait le pouvoir (art. 63) de nommer au Sénat, sans présentation préalable par les collèges électoraux de départements des citoyens distingués par leurs services et leurs talents, à condition néanmoins qu'ils aient l'âge requis par la Constitution et que le nombre des Sénateurs n'excédât pas 120.

Cette réforme importante dans le recrutement du personnel sénatorial eut naturellement, et je l'ai déjà signalé, comme corollaire un accroissement des pouvoirs du Sénat dans plusieurs domaines et particulièrement dans le domaine des droits individuels.

(1) Constitution du 16 thermidor an X, *Moniteur* du 17 thermidor.

C'est l'époque en effet où le Sénat reçut le droit de suspendre pour cinq ans les fonctions de juré dans certains départements, de déterminer le temps dans lequel les individus arrêtés arbitrairement devaient être traduits devant les tribunaux lorsqu'ils ne l'avaient pas été dans les dix jours de leur arrestation, et enfin d'annuler les jugements des tribunaux civils et criminels lorsqu'ils étaient attentatoires à la sûreté de l'Etat.

En l'an XII, les droits nouveaux que reçut le Sénat-Conservateur furent encore une fois payés d'une nouvelle réforme concernant la nomination des sénateurs. La Constitution du 28 floréal an XII (1) en effet stipulait (art. 11) que les princes français feraient partie du Sénat dès qu'ils auraient atteint leur dix-huitième année ; que les titulaires des grandes dignités de l'Empire (art. 35) seraient également sénateurs et que les 80 membres qui, en plus de ces personnages, devaient composer le Sénat-Conservateur, seraient nommés sur la présentation des candidats choisis par l'Empereur sur les listes formées par les collèges électoraux de départements.

Le Sénat devait enfin comprendre les citoyens que l'Empereur jugerait convenable d'élever à la dignité de sénateur (art. 57).

(1) *Moniteur* du 20 mai 1804.

Il n'existait donc plus de limitation au nombre des sénateurs. Cependant l'article 57 du sénatus-consulte de floréal an XII prévoyait que dans le cas où le nombre des sénateurs dépasserait celui qui avait été fixé par l'article 63 du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an X, en vertu duquel le nombre des sénateurs ne pouvait en aucun cas excéder 120, une loi devait intervenir pour pourvoir à l'exécution de l'article 17 du sénatus-consulte du 14 nivôse an XI. Cet article (1) avait affecté en exécution de l'article 22 de la Constitution, à la dotation du Sénat, pour le traitement des sénateurs, l'entretien et la réparation de son palais et de ses jardins et ses autres dépenses, une somme annuelle de quatre millions de francs à prélever sur les revenus des forêts nationales. Si le nombre des sénateurs était devenu plus grand, il eût sans doute été nécessaire de changer le chiffre de la dotation du Sénat.

Ces réformes successives devaient avoir pour résultat de briser dans l'esprit des sénateurs de l'Empire toute velléité de résistance aux volontés de l'Empereur. Le Sénat était en effet toujours sous la menace d'une « fournée de sénateurs », personnages choisis par Napoléon.

Comme compensation, le Sénat reçut en l'an XII,

(1) Duvergier, *Collection des Lois*, 1826, t. XIV, p. 81.

en matière de droits individuels, on l'a déjà vu d'ailleurs, deux importantes attributions ; il devenait le gardien de la liberté individuelle et de celle de la presse. Enfin, la Haute Cour de justice avait son siège devant le Sénat.

Ces réformes successives dans le mode de nomination des sénateurs sont, à mon sens, très importantes, car elles expliquent dans une très large mesure la docilité d'une assemblée dont la majorité pouvait être à tout moment changée par la seule volonté de l'Empereur.

Elles expliquent aussi comment, sur le terrain des droits individuels, le rôle du Sénat qui, d'après la lettre des constitutions, eût pu être considérable, ne fut pas très important et que dans ce domaine son œuvre fut, disons le mot, plus néfaste qu'utile.

En effet, le Sénat ne fut qu'un bien timide gardien de la liberté individuelle et de la presse. Sans doute il obtint, nous le verrons, nombre d'élargissements, mais les prisonniers relâchés étaient précisément ceux que la police n'avait aucun intérêt à conserver, et ils étaient au sortir de la prison placés immédiatement sous la surveillance de la haute police. L'existence des commissions sénatoriales ne donnait en réalité qu'une fausse garantie. On pouvait croire que les arrestations arbitraires avaient cessé alors qu'en réalité il n'en était rien.

Le Sénat dans l'affaire d'Anvers fit une incursion regrettable dans le domaine judiciaire. Cette assemblée arriva naturellement à se considérer comme au-dessus des lois et particulièrement des lois criminelles. Chasset, rappelant les articles 54 et 55 des Constitutions du 16 thermidor an X (4 août 1802), ne disait-il pas (1) que : « les actes du Corps législatif ne pouvaient jamais porter atteinte aux actes constitutionnels du Sénat, et que les lois criminelles ne devaient être suivies rigoureusement que par les tribunaux ? »

Une pareille théorie n'aurait pas dû se faire jour, et ici la place en quelque sorte supra-constitutionnelle que le Sénat avait acquise ne servait qu'à donner aux lois un caractère d'instabilité tout à fait regrettable.

En dehors de ces interventions, que voyons-nous ? Une Haute Cour qui ne fonctionne pas et des sénatus-consultes votés sans discussion sur la demande de Bonaparte, comme le sénatus-consulte approuvant des mesures de haute police du 15 nivôse an IX ou celui qui posait des règles pour la révocation des magistrats.

Ce fut, il est vrai, le Sénat-Conservateur qui organisa par des sénatus-consultes successifs la famille

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

impériale et qui régla la gestion de ses biens. Mais son œuvre ici encore ne fut qu'une façade. Ce n'était pas lui qui élaborait en effet les sénatus-consultes. C'était l'Empereur en son Conseil d'Etat. Le Sénat ne faisait que purement et simplement donner sa sanction toute platonique à des règles que l'Empereur seul avait posées.

Et cependant malgré la passivité réelle du Sénat en cette matière, malgré le rôle tout à fait superficiel qu'il joua dans le domaine qui nous occupe ici, les sénateurs tenaient beaucoup aux attributions confiées au Sénat par la Constitution de l'an X et par celle de l'an XII, et ils ressentaient vivement, sans en rien oser dire, l'affront de voir avec quelle légèreté leur œuvre était traitée.

Les froissements d'amour-propre étouffés tant que l'Empereur fut tout-puissant se firent jour lors de la rédaction de l'acte de déchéance le 3 avril 1814 (1) : on y peut lire en effet dans les considérants de cet acte que Napoléon a violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons de l'Etat ; décrets qui, en effet, avaient à peu près annihilé l'action de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle instituée en l'an XII. On y lit

(1) *Moniteur* du 4 avril 1814.

aussi que la liberté de la presse établie et consacrée comme l'un des droits de la Nation a été constamment soumise à la censure arbitraire de la police, et qu'en même temps Napoléon s'est servi de la presse pour remplir la France et l'Europe de faits controuvés, de maximes fausses, de doctrines favorables au despotisme et d'outrages contre les gouvernements étrangers.

Excuses de peu de valeur envers l'opinion publique et les monarques étrangers dont le Sénat voulait à ce moment se ménager la sympathie.

La Charte sénatoriale élaborée le 7 avril 1814 (1) comportait le maintien de la liberté entière de la presse, sauf la répression légale des délits résultant des abus de cette liberté. Les Commissions sénatoriales de la liberté individuelle et de la liberté de la presse étaient conservées (art. 23).

Enfin l'institution des jurés devait être maintenue ainsi que la publicité des débats en matière criminelle.

Mais la Charte sénatoriale, dernière œuvre du Sénat, à la veille de disparaître, échoua et fut remplacée par la Charte.

(1) *Moniteur* du 8 avril 1814.

## CHAPITRE II

### LE SÉNAT-CONSERVATEUR GARDIEN DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE ET DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

#### Les Commissions sénatoriales.

Les arrestations arbitraires et les lettres de cachet de l'ancien régime, les abus de la période révolutionnaire avaient laissé en France un souvenir si vif qu'en l'an VIII l'opinion publique se fût étonnée de ne point voir la Constitution protéger la liberté individuelle.

Bonaparte avait fort bien compris cette nécessité, mais il n'avait pas voulu à la suite de son coup d'Etat se démunir en face des vaincus de brumaire d'armes aussi dangereuses que l'étaient les arrestations arbitraires.

L'article 46 de la Constitution de l'an VIII était ainsi conçu : « Si le gouvernement est informé qu'il se trame quelque conspiration contre l'Etat, il peut décerner des mandats d'amener et des mandats d'arrêt contre les personnes qui en sont présumées

les auteurs ou les complices. Mais si dans un délai de dix jours après leur arrestation elles ne sont pas mises en liberté ou en justice réglée, il y a de la part du ministre signataire du mandat crime de détention arbitraire. »

En théorie donc, on le voit, le gouvernement ne pouvait prolonger arbitrairement la détention d'un inculpé. Mais cet article était de pure forme. Le ministre signataire du mandat était coupable de crime de détention arbitraire, mais quelle juridiction devait le condamner ? qui devait le mettre en accusation ? quelle procédure devait-on employer ? La Constitution était muette sur tous ces points importants.

L'article 46 énonçait donc une simple condamnation de principe sans portée véritable.

Sans doute le ministre qui aurait appartenu à un gouvernement peu stable, mal assis, aurait hésité à signer des mandats et à retenir au mépris du droit commun des détenus politiques, mais les ministres d'un gouvernement à la tête duquel était Bonaparte dont le pouvoir allait sans cesse grandissant ne tinrent aucun compte de l'article 46.

En fait, la liberté individuelle n'était pas sauvegardée. A la suite de l'attentat royaliste du 3 nivôse an IX, par exemple, on déporta des individus arbitrairement ajoutés à la liste des républicains. Je

reviendrai dans la suite sur cette mesure qui fut d'ailleurs approuvée par un sénatus-consulte.

Bonaparte, en établissant des organismes nouveaux, voulut régler d'une façon qui semblait rassurante l'autorité arbitraire accordée au gouvernement sur la liberté des citoyens.

Comment constituer ces organismes ? Il fallait évidemment qu'ils eussent une grande autorité apparente, et qu'en réalité ils fissent preuve envers le gouvernement d'une obéissance absolue.

Bonaparte avait peu à peu soustrait le Sénat-Conservateur à l'influence de Siéyès et par divers moyens avait soumis cette assemblée presque tout entière à son contrôle. Elle offrait donc le double avantage d'être, après les consuls, la première autorité de la Nation et d'être docile à ses désirs.

Depuis l'an X, le Sénat avait le droit de décider si le gouvernement pouvait garder plus de dix jours un individu arrêté arbitrairement sans le traduire devant les tribunaux. Il pouvait allonger à son gré ce délai qui avait été prévu par l'article 46 de la Constitution de l'an VIII.

C'était déjà lui donner autorité en semblable matière.

Les Commissions siégeant à Saint-Cloud en mai 1804 et chargées de préparer la Constitution qui devait accompagner la proclamation de l'Empire

donnèrent au Sénat deux attributions extrêmement importantes : il eut la garde de la liberté individuelle et de la liberté de la presse.

L'article 60 du sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII paru dans le *Moniteur* du 20 mai 1804 porte, en effet, qu'une commission de 7 membres nommés par le Sénat et choisis dans son sein, prend connaissance sur la communication qui lui en est faite par les ministres des arrestations effectuées conformément à l'article 46 de la Constitution lorsque les personnes arrêtées n'ont pas été traduites devant les tribunaux dans les dix jours de leur arrestation.

Cette commission devait s'appeler : Commission-sénatoriale de la liberté individuelle.

Toute personne arrêtée et non mise en jugement après les dix jours qui suivraient son arrestation pourrait recourir directement par elle, ses parents ou ses représentants, et par voie de pétition à la Commission sénatoriale de la liberté individuelle.

L'accès de cette commission était donc des plus faciles.

L'article 62 disait que lorsque la Commission estimait que la détention prolongée au delà de dix jours de l'arrestation n'était pas justifiée par l'intérêt de l'Etat, elle inviterait le ministre qui avait ordonné l'arrestation à faire mettre en liberté la personne

détenue ou à la renvoyer devant les tribunaux ordinaires.

Si, après trois invitations consécutives renouvelées dans l'espace d'un mois, la personne détenue n'était pas mise en liberté ou renvoyée devant les tribunaux ordinaires, la Commission devait demander une assemblée du Sénat, qui convoquée par le président, rendait s'il y avait lieu la déclaration suivante :

« Il y a de fortes présomptions que N... est détenu  
« arbitrairement. »

La Constitution prévoyait que l'affaire devait être renvoyée devant la Haute Cour de justice. Mais il fallait pour cela toute une procédure prévue par les articles 112 et suivants du sénatus-consulte de l'an XII. Le Corps législatif lui-même devait entrer en scène et voter sur cette affaire.

Ces complications rendaient illusoire en fait la sanction constitutionnelle, prévue à la suite du refus du ministre, de traduire l'inculpé devant les tribunaux.

L'article 63 du sénatus-consulte organique de floréal an XII portait qu'une commission de sept membres nommés par le Sénat et choisis dans son sein était chargée de veiller à la liberté de la presse.

Les auteurs, imprimeurs ou libraires qui se croyaient fondés à se plaindre d'empêchement mis à l'impression ou la circulation d'un ouvrage pou-

vaient recourir directement, et par voie de pétition, à la Commission sénatoriale de la liberté de la presse.

Lorsque la Commission estimait que les empêchements n'étaient pas justifiés par l'intérêt de l'Etat, elle devait inviter le ministre qui avait donné l'ordre à le révoquer. Comme pour la Commission de la liberté individuelle si, après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, les empêchements subsistaient, la Commission devait demander une assemblée du Sénat, qui devait être convoquée par le président et qui rendait, s'il y avait lieu, la déclaration suivante : « Il y a de fortes présomptions que la liberté de la presse a été violée. »

Après une procédure aussi compliquée que pour les infractions relatives à la liberté individuelle, l'affaire devait être renvoyée devant la Haute Cour Impériale.

Les articles 68 et suivants réglementaient le fonctionnement de ces commissions : un membre de chacune d'elles devait cesser ses fonctions tous les quatre mois.

Les Commissions de Saint-Cloud n'avaient pas d'ailleurs donné au Sénat-Conservateur de leur plein gré ces importantes attributions. C'étaient les sénateurs eux-mêmes qui les avaient réclamées dans le

Mémoire joint au message adressé par le Sénat au Premier Consul le 14 floréal an XII (1).

Ce mémoire important contenait toute la rançon que l'Empereur devait payer à ceux qui allaient le couvrir de la pourpre impériale.

En ce qui touche la liberté individuelle, il prévoyait l'organisation des deux commissions composées chacune de 7 membres des sénateurs qui devaient recevoir les réclamations relatives à la liberté individuelle et les réclamations relatives à la liberté de la presse.

Le Sénat devait prononcer sur les réclamations qui devaient lui être soumises par l'une ou par l'autre de ces deux commissions.

Lacépède, dans son rapport du 28 floréal an XII (2), avait, au nom de la Commission spéciale du Sénat chargée d'étudier le projet de Constitution, dit notamment :

(1) *Archives nationales*, Carton CC 33, registre p. 14.

Le titre exact du Mémoire est le suivant : Dispositions qui paraissent au Sénat les plus propres à donner aux institutions de la République française la force nécessaire pour garantir à la Nation ses droits les plus chers, en assurant l'indépendance des grandes autorités, le vote libre et éclairé de l'impôt, la sûreté des propriétés, la liberté individuelle, celle de la presse, celle des élections, la responsabilité des ministres et l'inviolabilité de la Constitution.

Ce mémoire ne fut pas publié en floréal an XII et ne le fut pas sous l'Empire.

(2) *Moniteur* du 20 mars 1804.

« Le dépôt sacré de la liberté individuelle et de la  
« liberté de la presse est remis au Sénat plus spécia-  
« lement que jamais. Et dans quelles mains pourrait-  
« il être plus en sûreté ?

« Ne trouve-t-on pas dans le Sénat le *nombre* qui,  
« par la diversité des opinions, des affections et des  
« intérêts, garde la majorité de tous les genres de  
« séduction, l'*âge* qui fait taire toutes les passions  
« devant celle du devoir ; la *perpétuité* qui ôte à  
« l'avenir toute influence dangereuse sur le présent ;  
« l'*étendue* de l'*autorité* et la *prééminence* du *rang*  
« qui délivre des illusions de l'ambition satisfaite ? »

Le rapporteur de la Commission sénatoriale pouvait bien s'estimer satisfait, car les Commissions de Saint-Cloud et la Constitution n'avaient fait qu'obéir, sur ce point, à la lettre au désir exprimé par le Sénat-Conservateur dans son mémoire du 1<sup>er</sup> floréal an XII.

Portalès, un des conseillers d'Etat rapporteurs du gouvernement, avait ainsi expliqué dans la séance du 26 floréal an XII (1) le rôle du Sénat-Conservateur en semblable matière :

« Le Sénat permanent continuera à veiller sur les  
« destinées de la France. Ce Sénat sans partager le  
« Pouvoir législatif aura la garde et le dépôt des  
« lois ; il garantira la Constitution des surprises qui

(1) *Archives nationales*, Carton CC 3, registre p. 20,

« pourraient être faites au législateur lui-même ; il  
« remplira près de l'Empereur et dans certains cas  
« déterminés le rôle de conscience en l'avertissant des  
« erreurs qui peuvent se glisser dans les lois nouvel-  
« les et qui seraient capables de compromettre les  
« droits que nous avons conquis par la Révolution.

« Le même Sénat protégera la liberté de la presse  
« contre les prohibitions arbitraires et la liberté in-  
« dividuelle contre les arrestations illégales.

« Rien n'est plus propre à rehausser la dignité du  
« citoyen que de voir le Premier Corps de l'Etat pro-  
« téger et défendre les droits du moindre particulier  
« avec la même sollicitude que s'il s'agissait de dé-  
« fendre la Constitution même. »

Le rapport de Lacépède au nom de la Commission spéciale que nous avons déjà cité en partie s'exprimait avec emphase à ce sujet :

« La liberté sainte devant laquelle sont tombés les  
« remparts de la Bastille déposera donc ses craintes ;  
« l'homme d'Etat sera donc satisfait ; les ombres  
« illustres du grand Lhopital, du grand Montesquieu  
« et du vertueux Malesherbes seront consolées de  
« n'avoir pu que proposer l'heureuse institution que  
« consacre le sénatus-consulte. »

C'était fonder des espoirs disproportionnés sur des institutions dont le rôle est peu important.

Et cependant à cette époque, il aurait fallu une

garantie aux gouvernants contre les auteurs de complots, aux citoyens contre les agents de l'autorité publique.

**Fonctionnement de la Commission sénatoriale  
de la liberté individuelle.**

On a vu comment le sénatus-consulte du 28 floréal an XII avait organisé cette Commission dans ses articles 60, 61, 62, 63.

Le 13 prairial an XII, le Sénat, réuni au nombre de membres prescrit par la Constitution, procéda au scrutin de nomination des 7 membres qui devaient composer la Commission dont il s'agissait (1).

Les sénateurs qui furent élus étaient : Lenoir-Laroche ; Boissy d'Anglas ; Emmery ; Abrial ; Vernier ; Sers et Vimar.

Le choix de ces sénateurs est digne d'être remarqué. Aucun d'eux ne put être accusé d'être un des « séides » de Bonaparte, et tous avaient gardé une certaine liberté de pensées et d'allures.

La Commission fut renouvelée par la suite de la façon dont l'exigeait la Constitution et les nominations successives amenèrent les sénateurs : Lemerrier ; Cacaault ; Journu-Aubert ; Gouvion Saint-Cyr ; Colchen ; Lejeas ; Pastoret ; Van Dedem, à en faire

(1) Registres des déclarations de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle. *Archives nationales*, carton CC, 60.

partie jusqu'au 27 mai 1814, date de la disparition de la Commission.

Celle-ci fut présidée par : Lenoir-Laroche, Abrial et Lemercier.

Ce fut le 17 prairial an XII que la Commission se réunit pour la première fois.

Lenoir-Laroche fut nommé président.

Boissy d'Anglas fut nommé secrétaire.

Dès le début elle avait reçu quatre pétitions de prisonniers, les nommés : Audinet aîné ; Salignac Fénelon ; Jean-Baptiste Parisse, et Arnaud (1).

(1) *Extraits des registres de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle* (première séance du mercredi 17 prairial an XII).

A midi les membres de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle se sont réunis au palais du Sénat dans la pièce attenante à la salle des séances.

On s'est occupé sur-le-champ d'organiser la Commission par la nomination d'un président et d'un secrétaire.

La majorité des suffrages a désigné pour président le sénateur Lenoir-Laroche et pour secrétaire le sénateur Boissy-d'Anglas.

Il a été arrêté que la durée des fonctions du président et du secrétaire serait de..... (a) mois.

Le président communique à l'Assemblée les pétitions qui lui ont été adressées par les nommés Audinet aîné, Salignac Fénelon, Jean-Baptiste Parisse et Arnaud.

La Commission arrête qu'on accusera réception de ces pétitions comme de toutes celles qui parviendront par la suite. Elles sont distribuées aux sénateurs Sers, Vimar et Abrial

(a) Le chiffre manque dans le registre.

Des rapporteurs furent nommés sur-le-champ pour l'étude de ces affaires. Les membres de la Commission décidèrent d'écrire au grand juge, ministre de la Justice, pour lui demander les motifs de la détention des pétitionnaires.

Une seule pétition fut rejetée comme n'étant pas de la compétence de la Commission. Aucune autre explication n'est donnée dans les registres de la Commission.

Par conséquent, dès le début, on voit un ferme désir de se mettre au travail et une bonne volonté évidente de la part des sénateurs.

Mais dans la séance suivante qui eut lieu le 27 prairial an XII, le président communiqua à l'Assemblée une réponse du grand juge contenant un rapport de la police secrète de son ministère sur le nommé Salignac Fénelon. Il résultait de ce rapport que l'intérêt

qui en font le rapport.

La Commission après avoir entendu le rapport, arrête qu'il sera écrit à M. le grand juge, ministre de la Justice pour lui demander les motifs de la détention des nommés : Salignac Fénelon ; Jean-Baptiste Parisse et Arnaud.

L'objet de la réclamation du nommé Audinet aîné n'étant pas de la compétence de la Commission, elle ne peut s'en occuper.

Aucun autre objet ne se trouvant à l'ordre du jour, le président lève la séance et ajourne l'Assemblée au 27 prairial.

*Le président et secrétaire,*  
LENOIR-LAROCHE.

de l'Etat ne permettait pas de rendre la liberté à ce détenu.

La Commission arrêta que cette affaire était ajournée. Les sénateurs ne s'occupèrent plus d'ailleurs dans la suite de cette pétition.

Par la suite les demandes des prisonniers devinrent de plus en plus nombreuses.

Dans la séance du 4 messidor an XII, la Commission reçut jusqu'à 20 pétitions, et plusieurs émanaient de communautés de prisonniers, comme les indigents de Bicêtre, les condamnés de Bicêtre, les détenus de Sainte-Pélagie.

Les registres CC 61, 62, 63 conservés aux *Archives nationales* contiennent l'enregistrement des pétitions et des réclamations des prisonniers à la Commission sénatoriale de la liberté individuelle (1).

(1) *Registres de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle. Archives nationales, registres CC 60 :*

Séance du 27 prairial an XII.

Le président communique à l'Assemblée les pétitions qu'il a reçues des nommés Pépin et Dodoucet, Broyart, Hippolyte-Frédéric Milard, Quincarnon de Grandville, Claude-Charles Vernier, Longagne, Louis-Cyprien Clermont, Carrega et Henry Froissey.

Elles sont distribuées aux sénateurs Vimar, Boissy d'Anglas, Emmercy et Sers qui en font le rapport.

La Commission après avoir entendu le rapport, arrête qu'il sera écrit au grand juge pour lui demander les motifs de la détention des nommés : Pépin et Dodoucet, Broyart, Milard,

Les affaires y sont numérotées, datées. Les noms

Vernier, Longagne, Clermont, Carrega et Froissey.

Arrête qu'il sera répondu au nommé Quincarnon de Granville que la Commission ne peut s'occuper de son affaire dont l'objet est étranger à ses attributions.

Le président communique ensuite à l'Assemblée une réponse du grand juge contenant un rapport de la police secrète de son ministère sur le nommé Salignac Fénelon. Il résulte de ce rapport que l'intérêt de l'Etat ne permet pas de rendre la liberté à ce détenu.

La Commission arrête que cette affaire est ajournée.

#### Séance du 4 messidor an XII.

Le président communique à l'Assemblée les pétitions qu'il a reçues des nommés : Jean-François Chevalier, les Indigents de Bicêtre, Dantibes, Pierre-Joseph Dabry, Léon Bernard, les condamnés de Bicêtre, Duhenault, Hulin, Jean-Nicolas-Auguste Sornet, Dominique-Charles Boisseult, Mme Damblay, Joseph Coucy de Langprey, Lhanharel, Renou, Antoine-François Eve, dit Demaillot, les détenus de Sainte-Pélagie, Mornitar, Antoine-Simon Ducoudrai et De Sade.

Ces pétitions sont distribuées aux sénateurs : Sers, Abrial, Vernier, Boissy d'Anglas, Emmercy et Vimar, nommés rapporteurs.

Le rapport fait, la Commission arrête qu'il sera écrit au grand juge pour demander des renseignements sur les nommés Chevalier, Dantibes, Dabry, Duhenault, Sornet, Boisseult, Mme Damblay, De Langprey, Lhanharel, Renou, Eve dit Demaillot, Mornitar et Ducoudrai.

Arrête pareillement qu'il sera répondu aux indigents de Bicêtre et au nommé Hulin que la Commission ne peut s'occuper de leurs réclamations qui sont étrangères à ses attributions.

Arrête en outre qu'il sera répondu au nommé Léon Bernard que la Commission ne pouvant s'occuper de son affaire,

## des pétitionnaires et les extraits de leurs réclamations

on lui renvoie ses papiers en l'engageant à s'adresser à son ambassadeur qui le réclamera s'il y a lieu. —

Arrête enfin qu'il sera répondu aux condamnés détenus à Bicêtre que la Commission ne peut s'occuper de leur pétition qui est étrangère à ses attributions.

La Commission n'a rien statué sur les détenus de Sainte-Pélagie, ni sur le nommé Sade.

Le président communique ensuite à l'Assemblée une réponse de M. le grand juge qui annonce l'ordre de mise en liberté de Jean-Baptiste Parisse.

Autre réponse de M. le grand juge par laquelle il annonce à la Commission qu'il se fera rendre compte de la détention du nommé Arnaud, et le communiquera à la Commission.

Séance du 11 messidor an XII.

Le président communique à l'Assemblée les pétitions qu'il a reçues des nommés : Jean-Baptiste Hérisson de Beauvoir, Escure dit de la Serre, Taulane, Joseph-Benoit Coney, Henri Gosse, Pierre-Etienne-Florent Planchon, Madeleine-Claude Bourguignon.

Ces pétitions sont distribuées aux sénateurs : Abrial, Sers, Boissy d'Anglas et Vernier qui en font le rapport.

La Commission, après avoir entendu le rapport, arrête qu'il sera écrit au grand juge pour demander des renseignements sur les nommés : Hérisson de Beauvoir, Escure dit la Serre, Taulane, Coney, Gosse, Planchon et Bourguignon.

Le président communique ensuite à l'Assemblée une réponse du grand juge relative aux nommés Pepin et Dodoucet, Broyard et Vernier. Le grand juge annonce par cette réponse qu'il prendra des renseignements sur les détenus dont il s'agit.

Autre réponse du grand juge contenant un rapport sur Henri Froissey et dont il résulte que la réclamation de ce détenu est *destituée* (a) de tout fondement.

Autre réponse contenant un rapport sur le nommé Lon-

(a) Sans doute le secrétaire a-t-il voulu écrire : *dénuée*.

y sont portés ainsi que le nom des rapporteurs, la

gagne. Le grand juge annonce qu'il se procurera de nouveaux renseignements dont il fera part à la Commission.

Autre réponse du même, relative au nommé Chevalier sur lequel il annonce devoir prendre des informations.

La Commission arrête qu'il sera écrit au nommé Henri Froissey que s'il croit être dans le cas d'une commutation de peine, il peut rapporter ses réclamations devant le Tribunal qui remplace celui qui l'a condamné.

Le sénateur Vimar annonce à la Commission qu'il a demandé à l'assemblée générale du Sénat un congé qui lui a été accordé et dont il se propose de faire usage.

Les séances se poursuivent avec la même sécheresse d'exposition jusqu'au 27 mai 1814, date de la dernière séance.

Les registres CC 61, 62 et 63 contiennent l'enregistrement des pétitions et des réclamations des prisonniers à la Commission sénatoriale de la liberté individuelle.

Ils sont divisés en plusieurs colonnes :

| 1°                                                       | 2°                       | 3°                            |
|----------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|
| Numéros des affaires                                     | Date de l'enregistrement | Nombre de pièces              |
| 4°                                                       | 5°                       | 6°                            |
| Nom des petitionnaires et extraits de leurs réclamations | Noms des rapporteurs     | Date des accusés de réception |
| 7°                                                       | 8°                       | 9°                            |
| Date de la correspondance                                | Suite des affaires       | Observations                  |

585 pétitions ou réclamations ont été ainsi enregistrées.

*Pétitions et suite des affaires du 17 prairial  
au 11 messidor an XII.*

N° 1, 17 prairial: Nombre de pièces : 1. Audinet aîné ;

Il expose qu'il est détenu dans les prisons de la police de Bordeaux depuis 56 jours sur l'ordre du ministère du Trésor public comme créancier de l'Etat. Il demande l'application de

date des accusés de réception, et la suite qu'a eue l'affaire.

la loi du 17 pluviôse dernier, chapitres 4 et 5 du Code civil, en sa faveur.

Rapporteur : Sers.

Cette affaire n'est pas dans les attributions de la Commission.

N° 2, 17 prairial : Salignac Fénelon ;

Il se plaint qu'arrêté depuis un an, transféré de prison en prison, il est détenu maintenant à Bicêtre.

Rapporteur : Vimar.

19 prairial : lettre du président de la Commission au grand juge pour demander les motifs de la détention de Salignac Fénelon.

26 prairial : rapport du grand juge contenant un rapport de la police secrète de son ministère sur le détenu.

N° 3, 17 prairial : Parisse (Jean-Baptiste-Elisabeth-Emmanuel) de Marieulle, épouse Parisse, expose à la Commission que son mari, capitaine du 112<sup>e</sup> régiment d'Infanterie, porté en 1793 sur la liste des émigrés dans le département de l'Aveyron, en a été rayé définitivement en l'an X ; que, cependant, le 1<sup>er</sup> floréal dernier il a été arrêté par l'ordre du préfet de police et mis au dépôt de la Force où il est encore.

Rapporteur : Vimar.

19 prairial : lettre du président de la Commission au grand juge pour demander les motifs de la réclusion de Jean-Baptiste Parisse.

21 prairial : réponse du grand juge annonçant l'ordre qu'il a donné de mettre en liberté Jean-Baptiste Parisse.

N° 4, 17 prairial : Arnaud, ex-inspecteur des routes.

Il se plaint d'être détenu à Bicêtre depuis plus de 9 mois d'après un ordre sans date, sans énonciation de délit et sans jugement. Il ignore les motifs de sa détention.

11 messidor : autre réclamation.

15 thermidor : autre réclamation.

Rapporteur : Abrial.

Un rapport de Lenoir-Laroche, au Sénat dans la séance du 30 vendémiaire an XII et soumettant

17 prairial : lettre du président de la Commission au grand juge pour demander les motifs de la détention du nommé Arnaud.

27 prairial : réponse du grand juge : Il doit se faire rendre compte des motifs de la détention du nommé Arnaud et les communiquera à la Commission.

14 messidor : lettre du grand juge : Arnaud est au nombre des bons pauvres de Bicêtre. Cette espèce de détention peut être considérée comme un acte d'humanité plutôt que comme une mesure de police.

28 messidor : lettre du président de la Commission au ministre de la Police. La Commission pense qu'il y aurait peu d'inconvénient à ce que le nommé Arnaud soit mis en liberté.

19 thermidor : réponse : annonce de la mise en liberté et en surveillance.

N° 5, 27 prairial : Pépin, jurisconsulte ; arrêté le 29 pluviôse et détenu à Bicêtre, il expose que depuis ce temps le cabinet est abandonné et que les affaires et ses biens exigent sa présence.

Dodoucet (Melchior), imprimeur, arrêté le 29 pluviôse dernier et conduit à Bicêtre, sa femme réclame son époux, unique soutien de la famille.

Les motifs d'arrestation paraissent communs à ces deux individus.

4 messidor : le président de la Commission écrit au grand juge pour demander les motifs de la détention des nommés Pépin et Dodoucet. Réponse du grand juge : Il prendra des informations et les communiquera à la Commission.

5 thermidor : le président de la Commission au ministre de la police : la Commission réitère la demande de renseignements.

15 thermidor : réponse : annonce de la mise en liberté, sous caution, et en surveillance des deux individus.

N° 6, 27 prairial : Broyart ; il se plaint de la détention à

à l'assemblée un tableau des opérations auxquelles s'était livrée la Commission depuis son établissement est assez instructif<sup>(1)</sup>.

Bicêtre depuis le 14 thermidor dernier, sans avoir pu obtenir encore la connaissance du délit qui lui est imputé.

4 messidor : lettre du président de la Commission pour demander au grand juge les motifs de la détention du nommé Broyart.

Réponse du grand juge : il prendra des informations et en rendra compte à la Commission.

30 messidor : lettre du ministre de la police annonçant la liberté.

N° 12, Carréga : Il se plaint d'être détenu à Bicêtre depuis 40 mois, sans accusation, sans jugement, et même sans interrogatoire ni écrou.

15 avril 1806 : nouvelle réclamation.

4 messidor an XII : lettre du président de la Commission au grand juge pour demander les motifs de la détention.

2 thermidor : le président au ministre de la police réitère la demande de renseignements.

2 thermidor : lettre du ministre de la police : Carréga ne peut être mis en liberté.

18 avril 1806 : le président au ministre de la police demande si les motifs de la détention subsistent encore.

13 octobre : réponse, les mêmes motifs de détention subsistent encore.

N° 32, 9 messidor : D. A. S. Sade, homme de lettres, détenu depuis 40 mois à Charenton.

Rapporteur : Abrial.

Rien d'autre.

(1) Rapport qui se trouve dans le registre de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle. *Archives nationales*, carton CC 3, p. 56 et *Bibliothèque nationale*. Le 49/28 in-8 de 11 pages.

Il résulte de ce rapport que depuis l'établissement de la Commission, c'est-à-dire depuis quatre mois, elle a reçu 116 pétitions ; que sur ce nombre, elle a par son influence obtenu 44 mises en liberté ; que 17 affaires ont été jugées étrangères à ses attributions ; 33 ajournées jusqu'à nouvel ordre et que 21 seulement étaient restées indécises faute d'instructions suffisantes.

Le rapporteur au nom de la Commission remerciait le grand juge et le sénateur ministre de la police générale « pour le zèle avec lequel chacun d'eux avait secondé les vues et les travaux de la Commission ».

Cependant le président de la Commission s'exprimait en termes assez embarrassés (1).

« La Commission, dit-il, a considéré d'abord que « si la liberté individuelle est le premier besoin des « hommes en société, la sûreté est le premier besoin « des gouvernements. »

Il dit que l'ordre ne pouvait être ramené que par la force d'une main habile qui, saisissant les débris dispersés de l'Etat, le relevât et en remît toutes les parties à leur place. Cette situation est pour la liberté une sorte de convalescence qui a son régime et sa progression naturels.

(1) Cité par M. Aulard dans ses études sur la Révolution française.

« Ces considérations ont indiqué à la Commission  
« la mesure dans laquelle elle devait se renfermer.

« La Commission se regardera toujours comme  
« une sentinelle placée par la Constitution pour veiller à ce que la liberté des citoyens soit garantie  
« de toutes entreprises véritablement arbitraires ;  
« mais elle ne perdra jamais de vue qu'un Etat ne  
« peut se maintenir que par l'ordre et l'action ferme,  
« juste et mesurée de son gouvernement. »

Pendant toute la durée de son existence la Commission reçut 585 pétitions de prisonniers ou des membres de leurs familles.

De l'étude des registres de la Commission il résulte que celle-ci qui, au début, était animée d'un excellent esprit, qui paraissait vouloir se mettre résolument au travail, ne montra par la suite, dans l'accomplissement de sa tâche, que beaucoup de faiblesse. Les réclamations mêmes des prisonniers qui lui étaient adressées montraient de toute évidence que les arrestations avaient été, pour la plupart, faites arbitrairement, sans interrogatoire, et sans aucunement observer les formes prescrites par les lois.

Il est à remarquer d'autre part que jamais un seul des individus auxquels la Commission s'intéressa ne fut traduit devant les tribunaux.

Sans doute la Commission eut une bonne in-

fluence puisqu'elle obtint un nombre assez considérable d'élargissements, mais les prisonniers élargis n'étaient, le plus souvent, que des individus que la police n'avait pas intérêt à conserver, et qui d'ailleurs étaient placés à leur sortie de prison sous la surveillance de la haute police. Leur liberté de ce fait était considérablement restreinte.

La Commission d'ailleurs, lorsqu'elle faisait une réclamation au grand juge, et que celui-ci répondait que les motifs de détention n'avaient pas disparu, que l'individu était détenu pour raison d'Etat, ou de sûreté publique, sur les ordres de Sa Majesté, etc..., n'insistait pas ; elle considérait évidemment qu'il n'y avait pas dans ce cas arbitraire et que par conséquent son rôle se bornait là.

Dans l'affaire Lasalle (1), la Commission s'adressait directement à l'Empereur.

C'était un fournisseur de l'Etat qui, s'estimant lésé, s'était rendu à Saint-Cloud en 1806 pour présenter une pétition à l'Empereur. Celui-ci le fit mettre en prison. Napoléon partit pour la Prusse et oublia le fournisseur.

En 1807, la Commission adressa une lettre à l'Empereur. Cette mission demandait « la générosité de Napoléon » en faveur du prisonnier. De Varsovie

(1) Cité par M. Aulard dans ses études sur la Révolution française.

l'Empereur envoya l'ordre de mettre Lasalle en liberté.

Les dénis de justice du ministre de la police se multiplièrent, et cela seul aurait suffi pour que la Commission fît convoquer le Sénat et envoyât le ministre devant la Haute Cour.

Ainsi dans l'affaire de l'abbé David (1), le ministre répond que la dernière réclamation de ce détenu paraît n'avoir aucun fondement et que la Commission connaît l'intention de Sa Majesté Impériale sur la demande qu'il a faite de sa mise en liberté.

La Commission ajourna l'affaire de l'abbé David.

Nous avons parlé plus haut de la mise en surveillance, mesure qui frappait les détenus élargis sur la demande de la Commission sénatoriale. L'élargissement aurait dû être complet et ne pas devenir l'internement dans une ville.

Cependant la Commission ne s'est jamais mise en mouvement quand les individus mis en surveillance lui adressèrent des pétitions.

Ajoutons que le chiffre de 585 pétitions reçues par la Commission au cours de son existence n'est pas très élevé. Ceci provient sans doute de l'ignorance où l'on était de l'existence de cette Commission, et

(1) Affaire citée par M. Aulard dans ses études sur la Révolution française.

de la difficulté qui devait être considérable pour les prisonniers de faire parvenir leurs demandes aux sénateurs.

En résumé la Commission sénatoriale n'eut pas, vis-à-vis des ministres, tout le courage qu'elle aurait dû avoir en présence des dénis de justice qui se multipliaient. Evidemment elle aurait dû les traduire devant le Sénat et devant la Haute Cour de justice ; elle aurait dû montrer plus de fermeté dans ses demandes et ne pas s'arrêter devant de vagues raisons données par les ministres ne relâchant pas les prisonniers. Sans doute elle obtint l'avancement de la date de libération d'un certain nombre de prisonniers, mais la très grande majorité de ceux-ci étaient des personnages sans importance.

La Commission fit plutôt figure d'une espèce de Commission de grâces qui implora la générosité, la magnanimité de l'Empereur, et à tout prendre l'existence de cette Commission fut plutôt néfaste. La liberté individuelle paraissait en effet garantie par la Constitution, alors qu'en réalité il n'en était rien.

La Commission sénatoriale ne sut pas acquérir de l'influence et l'Empereur ne tenait aucun compte de son existence. Ainsi dans le décret du 3 mars 1810 (1) sur les prisons d'Etat, Napoléon dit :

(1) Duvergier, *Collection des lois*, t. 17, p. 43.

« Considérant qu'il est un certain nombre de nos  
« sujets détenus dans nos prisons de l'Etat sans qu'il  
« soit convenable, ni de les faire traduire devant les  
« tribunaux, ni de les faire mettre en liberté ; que  
« plusieurs ont, à différentes époques, attenté à la  
« sûreté de l'Etat, qu'ils seraient condamnés par les  
« tribunaux à des peines capitales, mais que des  
« considérations supérieures s'opposent à ce qu'ils  
« soient mis en jugement. »

Des individus pouvaient être emprisonnés pour un an avec l'approbation du Conseil privé qui pouvait prolonger indéfiniment la détention. C'était une insulte faite à la Commission sénatoriale de la liberté individuelle. Elle ne protesta pas, mais le Sénat entier ressentit l'injure, et en 1814 le décret de déchéance élaboré par cette assemblée portait que l'Empereur avait violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons de l'Etat.

#### **Fonctionnement de la Commission sénatoriale de la liberté de la presse.**

Nous avons vu comment le sénatus-consulte du 28 floréal avait organisé cette commission. C'était la première fois que la liberté de la presse était mentionnée dans les constitutions consulaires.

Cette commission n'avait pas dans ses attributions les ouvrages qui s'impriment et se distribuent par abonnements et à des époques périodiques.

Les périodiques restaient donc sous l'autorité de la police. On s'occupait uniquement des livres qui, par conséquent, devaient seuls jouir de la liberté.

Les auteurs, imprimeurs ou libraires qui se croyaient fondés à se plaindre d'empêchements mis à l'impression ou à la circulation d'un ouvrage pouvaient recourir directement et par voie de pétition à la Commission sénatoriale de la liberté de la presse (1).

Comme pour la protection de la liberté individuelle, et nous l'avons déjà vu, si la Commission estimait que les empêchements n'étaient pas justifiés par l'intérêt de l'Etat, elle devait inviter le ministre qui avait donné l'ordre à le révoquer. Si, après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, les empêchements subsistaient, la Commission demandait une assemblée du Sénat. Celui-ci était convoqué par le président et rendait, s'il y avait lieu, la déclaration suivante :

« Il y a de fortes présomptions que la liberté de la presse a été violée. »

Nous n'avons qu'un seul carton (*Archives nationales*, CC 59) relatif à la Commission sénatoriale de la liberté de la presse.

(1) Paragraphe LXV de la Constitution du sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII.

Il contient fort peu de choses : 8 affaires seulement y sont signalées.

Il y a un dossier Decker qui contient 4 lettres du demandeur et 15 copies pour extrait à l'appui ; enfin une enveloppe vide. Il semble donc que des documents ont été enlevés de ces dossiers. Je n'ai pu en retrouver la trace. Le second dossier est intitulé : affaire Drapanand ; on répondit à la veuve Drapanand que la Commission sénatoriale de la liberté de la presse avait reçu, à sa date, la pétition qui lui avait été adressée précédemment et qu'à cette époque elle avait été mise sous les yeux de la Commission. Rien de plus ne fut ajouté.

Il y a un dossier Lacan, président du tribunal civil de Clamecy. Un dossier Josset contre Adam, ancien avocat, renferme simplement l'accusé de réception de la demande et trois mémoires des demandeurs.

Dans une affaire Le Huby, la réclamation fut portée devant le ministre de la police. Elle devait revenir ensuite devant la Commission, porte le dossier, si le ministre ne faisait pas droit à sa demande.

Dans le dossier Chauchard, la Commission disait au demandeur de s'adresser au ministre de l'Intérieur.

Une affaire Dujon et Debaralle a pour objet une chanson en 17 couplets.

Dans le dossier de l'affaire Desodoards, se trouve

une demande de la Commission à Montalivet. Celui-ci répondit qu'il entrerait en conférence avec les membres de la Commission.

Dans l'affaire Dujon, administrateur général de la Société des donations, on répondit au demandeur que les journaux et les autres périodiques n'étaient point dans les attributions de la Commission sénatoriale de la liberté de la presse.

Un article fut inséré en ce sens dans le journal de l'Empire.

Etant donné le petit nombre d'affaires et la maigreur des documents que nous possédons, il est difficile de se prononcer sur le rôle de la Commission sénatoriale de la liberté de la presse.

Il est à présumer en tout cas que son influence fut extrêmement réduite et son inutilité paraît établie. Malgré des apparences constitutionnelles, cet organisme dont le rôle aurait pu être considérable ne mit aucune barrière à la dictature de l'Empereur.

## CHAPITRE III

### LE CONTRÔLE DU SÉNAT-CONSERVATEUR SUR L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

#### 1° Le Sénat-Conservateur et les jurys.

Le sénatus-consulte organique du 16 thermidor an X avait donné au Sénat-Conservateur, dans son article 55, des pouvoirs très étendus en matière judiciaire.

Il créait une confusion de pouvoirs très accentuée, car le Sénat pouvait suspendre pour une durée de cinq ans les fonctions de juré dans les départements où cette mesure était jugée nécessaire ; déclarer quand les circonstances l'exigeraient des départements hors de la Constitution ; et, mesure beaucoup plus grave, il avait reçu le pouvoir d'annuler les jugements des tribunaux civils et criminels lorsqu'ils étaient attentatoires à la sûreté de l'Etat.

Les raisons de ces atteintes à l'indépendance du pouvoir judiciaire ont déjà été exposées précédemment (1). Elles n'en sont toutefois pas moins regrettables.

Le Sénat se servit assez souvent du pouvoir qu'il avait reçu de suspendre les fonctions du jury. Il en usa notamment le 26 vendémiaire an IX (1) où les fonctions du jury furent suspendues pour le cours de l'an XI et de l'an XII dans les départements des Côtes-du-Nord, du Morbihan, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes-Maritimes, du Liamone, du Pô, de la Doire, de la Sésia, de la Stura, de Marengo et du Tanaro.

Bigot de Préameneu, conseiller d'Etat, orateur du gouvernement, avait exposé au Sénat que l'ordre n'était pas suffisant dans ces départements pour que le jury y fût maintenu (2).

Le 27 septembre 1806 parut un nouveau sénatus-consulte portant suspension pendant le cours de l'an XIII et de l'an XIV des fonctions des jurys dans les mêmes départements (3).

Ces suspensions sont les seules que le Sénat-Conservateur eut à prononcer. Elles se justifient en partie par l'état de trouble à peu près constant où se trouvaient les départements où les jurys furent suspendus.

(1) *Moniteur* du 6 brumaire an IX.

(2) *Archives nationales*, carton CC 2, p. 62.

(3) *Moniteur* du mois de septembre 1806.

## 2° L'affaire d'Anvers.

Le Sénat-Conservateur usa aussi de ses autres pouvoirs sur les jurys et annula un jugement rendu par un jury belge.

Le 9 septembre 1813, en effet, parut dans le *Moniteur* un sénatus-consulte relatif à la déclaration donnée le 24 juillet par le jury en faveur des prévenus de dilapidations commises dans la gestion et l'administration de l'octroi d'Anvers.

Cette ville avait, en effet, perdu plusieurs millions par dilapidation publique et avouée des gens de l'octroi. Puis elle avait perdu son procès et avait été condamnée aux dépens.

Napoléon, ayant appris la mauvaise gestion de l'octroi d'Anvers, avait nommé une Commission composée de membres de son Conseil d'Etat.

Cette Commission mit plusieurs mois à l'examen de cette affaire. Elle recueillit une foule de renseignements et de preuves de toutes espèces. Les prévenus furent interrogés en sa présence par le grand juge, ministre de la justice (1).

Il résulta de ce rapport que le montant des dilapidations commises dans la perception de l'octroi était de 1.867.936 francs.

(1) Déclaration de Boulay de la Meurthe, Conseiller d'Etat, dans l'exposé des motifs du sénatus-consulte demandé au Sénat. *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

Mais sur ce premier point la Commission avait été beaucoup trop modérée. En effet, elle n'avait pris pour base de l'évaluation du produit annuel de l'octroi que 750.000 francs pour les cinq premières années et 800.000 francs pour les cinq dernières.

Or, depuis que cet octroi avait été manié par d'autres mains, il avait été avéré que le tarif restant le même, et le nombre des consommateurs ayant plutôt diminué qu'augmenté, le revenu était beaucoup plus considérable que ne l'avait pensé la Commission ; qu'ainsi les pertes essuyées par la ville d'Anvers et par le gouvernement allaient bien au delà du taux où elle les avait portées.

Il résulta en second lieu du même rapport que les principaux auteurs et complices de cette énorme dilapidation étaient les sieurs Werbrouch, ancien maire d'Anvers, les sieurs Lacoste, Marescal, Biard et Petit.

Napoléon, qui se trouvait à Anvers au moment où le rapport avait été fait, avait pu s'informer par lui-même de l'état des choses, et c'était en pleine connaissance de cause par conséquent qu'il avait ordonné le renvoi des prévenus devant les tribunaux.

La ville d'Anvers était intervenue dans ce nouveau procès comme partie civile. Après une plus ample information, les prévenus y avaient été décrétés d'accusation et renvoyés devant la Cour d'assises de Bruxelles.

Les accusés s'étaient soustraits jusque-là aux recherches de la justice et ils n'avaient paru devant elle qu'au moment, sans doute, où ils avaient pu compter sur l'impunité. Ils avaient en effet employé tant d'intrigues, fait jouer des ressorts si efficaces et étaient si assurés du succès, qu'ils avaient ordonné par avance les apprêts d'un grand repas où ils étaient allés comme en triomphe s'asseoir avec leurs adhérents à la sortie de l'audience (1).

Le jury les avait en effet acquittés. A quoi donc imputer la déclaration du jury ?

L'existence du délit était patente.

En second lieu, les accusés en étaient évidemment les principaux auteurs ou complices.

La présomption de droit résultant de ce qu'eux-mêmes avaient manié l'octroi, les preuves testimoniales, les preuves matérielles, le désordre de la comptabilité, les faits consignés dans les interrogatoires, tout concourait à les signaler comme tels.

N'était-on pas dès lors en droit d'accuser les jurés, avec la voix publique, d'avoir immolé leurs consciences et la justice à l'intrigue et à la corruption ?

Non seulement, en effet, la ville d'Anvers avait été frustrée de la restitution des sommes considérables dont les accusés l'avaient dépouillée, mais elle

(1) Déclaration de Boulay de la Meurthe au Sénat-Conservateur.

avait été punie pour avoir osé s'en plaindre ; elle avait été condamnée à des frais immenses pour s'être constituée partie civile.

Le gouvernement avait perdu ce qui lui revenait dans la partie dilapidée de l'octroi.

De plus, les coupables et les adhérents avaient affecté de donner le plus grand éclat à leur impunité. Ils s'étaient fait présenter jusque dans les journaux de la capitale comme des victimes intéressantes de la persécution : enfin rien n'avait manqué à l'insulte et au scandale.

Ce n'était point en effet une affaire ordinaire dont l'effet et le souvenir pouvaient se renfermer dans un cercle rétréci : elle avait des rapports immédiats et importants avec l'administration en général et la morale publique ; elle était connue dans tout l'Empire, et de toute part on en attendait l'avènement avec impatience : le jugement d'absolution avait retenti partout. Le gouvernement impérial devait donc intervenir pour réparer un tel désordre.

Aussi Napoléon écrivit-il de Dresde le 14 août 1813 au duc de Massa, grand juge, ministre de la justice. Il dit qu'il a appris avec la plus grande peine la scène scandaleuse qui venait de se passer à Bruxelles, aux assises de la Cour Impériale (1).

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

Le jury dans cette circonstance n'avait pas répondu à la confiance de la loi, et plusieurs jurés, trahissant leurs serments, s'étaient livrés publiquement à la plus honteuse corruption :

« Dans cette circonstance, disait Napoléon, quoi-  
« qu'il soit dans nos principes et dans notre volonté  
« que nos tribunaux administrent la justice avec la  
« plus grande indépendance, cependant comme ils  
« l'administrent en notre nom et à la décharge de  
« notre conscience, nous ne pouvons pas ignorer et  
« tolérer un pareil scandale, ni permettre que la cor-  
« ruption triomphe et marche tête levée dans nos  
« bonnes villes de Bruxelles et d'Anvers. »

Il marquait son intention qu'au reçu de la lettre le duc de Massa ordonnât au procureur impérial près la Cour de Bruxelles de réunir les juges qui avaient présidé la session des assises et de dresser procès-verbal en forme d'enquête de ce qu'ils avaient à leur connaissance, et de ce qu'ils pensaient relativement à la scandaleuse déclaration du jury dans l'affaire dont il s'agissait.

Son intention était que le duc de Massa fît connaître au procureur impérial près la Cour de Bruxelles que l'arrêt de la Cour rendu en conséquence de la dite déclaration du jury fût regardé comme suspendu ; qu'en conséquence les prévenus fussent remis sous la main de la justice, et le séquestre réimposé

sur leurs biens. Enfin qu'en vertu du paragraphe 4 de l'article 55 du titre 5 des Constitutions de l'Empire, la Régente présenta (1) dans un Conseil privé un projet de sénatus-consulte pour annuler l'arrêt de la Cour d'assises de Bruxelles, et renvoyer l'affaire à la Cour de cassation qui devrait désigner une Cour impériale par devant laquelle la procédure serait recommencée et jugée par les Chambres réunies sans jury.

Il terminait ainsi sa lettre :

« Notre intention est aussi que vous donniez des  
« instructions à notre procureur impérial qui sera à  
« cet effet autorisé par un article du sénatus-con-  
« sulte à poursuivre ceux des jurés que la clameur  
« publique accuse d'avoir cédé à la corruption dans  
« cette affaire. Nous espérons que notre bonne ville  
« d'Anvers sera consolée par cette décision souve-  
« raine et qu'elle y verra la sollicitude que nous por-  
« tons à notre peuple, même au milieu des camps et  
« des circonstances de la guerre. »

Boulay de la Meurthe, conseiller d'Etat, fut chargé d'exposer au Sénat les motifs du sénatus-consulte que l'on demandait de lui. Il montra l'impossibilité de maintenir un jugement scandaleux.

Il fit ensuite ressortir, ce qui était exact, que la

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

législation ordinaire n'offrait aucun moyen de l'anéantir ; il fallait donc que la main du souverain intervînt : « Le souverain est la loi suprême et toujours vivante : c'est le propre de la souveraineté de « renfermer en soi tous les pouvoirs nécessaires pour « assurer le bien, pour prévenir ou réparer le mal. »

D'ailleurs le cas avait été prévu par nos constitutions, car le paragraphe 4 de l'article 55 du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an X donnait au Sénat le droit d'annuler tous les jugements attentatoires à la sûreté de l'Etat.

Il faisait ressortir le danger pour l'Etat de voir les crimes impunis et l'immoralité encouragée.

L'orateur faisait remarquer au Sénat qu'il ne s'agissait que d'une simple revision de procès ; qu'elle devait, évidemment, être faite avec la plus grande solennité. Les jurés n'étaient pas appelés à y concourir, la prudence ne le permettait pas, et que d'ailleurs l'examen de ces sortes d'affaires qui présentent souvent des questions de comptabilité fort compliquées convenait mal à une telle institution.

Le gouvernement voulait évidemment retirer l'affaire aux jurés quels qu'ils fussent et il invoquait toutes les raisons bonnes ou mauvaises en faveur de cette solution.

Chasset, au nom de la Commission spéciale (1), fit

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

au Sénat le rapport sur le sénatus-consulte proposé par Boulay. Il considérait au nom de la Commission le jugement d'acquiescement comme attentatoire à la sûreté de l'Etat.

Et il allait bien plus loin encore que Boulay de la Meurthe. Il insinuait que plusieurs jurés avaient été l'objet de tentatives de corruption et qu'ils paraissaient y avoir cédé. Napoléon devait être au courant de ces manœuvres, et c'est sans doute pour cela qu'il demandait la révision du jugement.

« Dès lors, disait le rapporteur, quand nous aurions des moyens que nous n'avons pas, pour faire nous-mêmes des recherches, nous devons nous arrêter avec une confiance respectueuse aux soins que Sa Majesté Empereur et Roi a daigné prendre Elle-même ; il doit nous suffire qu'Elle ait manifesté autant de sollicitude qu'on en voit dans sa lettre au grand juge, dont une copie signée de ce ministre sera déposée aux archives du Sénat. »

Il disait que cette pièce émanait du souverain lui-même, dans les mains duquel étaient déposés exclusivement, et avec tant de raisons, tous les actes de la puissance exécutrice et de l'administration.

On voit combien le gouvernement pouvait aisément tout obtenir du Sénat. A quoi bon, disent les sénateurs, étudier l'affaire : Sa Majesté s'en est occupée, estime qu'elle doit être révisée, car le jugement

rendu par les jurés est inique ; l'Empereur ne peut mal faire, cassons le jugement.

Il y a loin de cette méthode à une instruction judiciaire serrée et réfléchie.

La Commission du Sénat s'était donc occupée seulement de la forme à donner au sénatus-consulte proposé.

Trois points avaient fixé son attention :

1° L'annulation de la déclaration des jurés et celle de l'ordonnance d'acquittement ;

2° Le renvoi à la Cour de cassation pour indiquer une Cour impériale à l'effet de connaître du crime de péculat, laquelle devait juger en sections réunies, et sans jury ;

3° La poursuite devant la même Cour, et dans les mêmes formes des prévenus du crime de corruption.

Chasset, rappelant les articles des Constitutions du 16 thermidor an X (4 août 1802) en vertu desquels le Sénat était autorisé à prendre par des sénatus-consulte toutes les mesures nécessaires à la conservation de l'Empire, *même celles qui ne seraient pas textuellement prévues*, établissait cette singulière doctrine : « C'est en vain, disait-il, que l'on voudrait, « pour arrêter la marche du Sénat, opposer le Code « pénal, ou celui d'instruction criminelle : ni l'un ni « l'autre, à supposer qu'ils puissent renfermer des « décisions contraires, ne peuvent avoir cet effet,

« Les actes du Corps législatif ne peuvent jamais porter atteinte aux actes constitutionnels du Sénat.  
« Les lois criminelles ne doivent être suivies rigoureusement que par les tribunaux (1). »

Ainsi donc le Sénat-Conservateur entendait ne dépendre de personne. Le Code pénal, le Code d'instruction criminelle sont des actes du Corps législatif bons tout au plus pour les tribunaux. Chasset prétendait ériger le Sénat en un corps souverain et les actes qu'il faisait en actes supra-légaux. En vertu de cette doctrine aucune règle ne peut tenir devant la volonté du Sénat : la Constitution, il en est le gardien et peut la modifier ; les lois, il ne leur a pas donné sa sanction ; il les ignore.

Une telle doctrine est une théorie despotique, car en elle triomphait non pas la prééminence du Sénat-Conservateur, mais la volonté souveraine de l'Empereur.

Avec elle disparaissaient toutes les garanties individuelles, constitutionnelles ou légales. Elle nous reporte à 25 ans en arrière : c'est la doctrine même de l'absolutisme.

On est surpris de voir que l'exposé d'une semblable doctrine ait pu se faire au sein d'une assemblée politique telle que le Sénat sans soulever la moindre

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813,

protestation. C'était d'ailleurs l'aboutissement naturel de l'accroissement continu des pouvoirs du Sénat qui, de simple gardien de la Constitution, était devenu un modificateur de la Constitution, un Corps placé au-dessus du pacte social.

Et Chasset concluait : « Or Messieurs, vous n'êtes  
« pas des juges, vous n'avez pas à prononcer sur le  
« sort des prévenus. On vous demande une mesure  
« constitutionnelle et de haute police qui importe à  
« la sûreté de l'Etat à laquelle vous êtes obligés de  
« veiller par l'impulsion de Sa Majesté Empereur et  
« Roi, toutes les fois qu'il exerce auprès de vous son  
« initiative. Voilà les principes dans leur vérité.

« Qu'il y ait des textes précis pour le cas où nous  
« nous trouvons, c'est ce qui est hors de doute. Le  
« paragraphe 4 de l'article 55 de l'acte des Consti-  
« tutions que j'ai lu porte littéralement que le Sénat  
« *annule les jugements des tribunaux lorsqu'ils sont*  
« *attentatoires à la sûreté de l'Etat.*

« Il n'est maintenant question que de savoir si le  
« jugement de la Cour d'assises de Bruxelles et la  
« déclaration des jurés qui le précède sont attenta-  
« toires à la sûreté de l'Etat. »

Poser ainsi la question, c'était la résoudre, car le crime de corruption qui avait été relevé contre les jurés pouvait être regardé comme attentatoire à la sûreté de l'Etat, et c'était en effet l'avis de la Com-

mission, qui faisait remarquer qu'un des plus grands dangers pour un Empire était la dilapidation impunie de ses finances.

Le second point envisagé avait pour objet le renvoi devant une Cour impériale qui jugerait en sections réunies et sans jurés. « Ici, disait Chasset, avec  
« quelque naïveté, on ne voit pas pourquoi un accusé  
« aurait à se plaindre ; quelque vénération que nous  
« ayons pour les jurés, il semble qu'environ quarante magistrats qui composent une Cour impériale valent bien douze jurés ; mais les raisons  
« qui déterminent à prendre ce parti se sentent  
« mieux qu'on ne peut les exprimer. »

Il paraissait oublier, peut-être à dessein, que les jurés ont plus d'indépendance vis-à-vis du gouvernement que des magistrats qui dépendent de lui pour leur carrière tout entière.

Les « raisons qui déterminaient à prendre ce parti  
« et qui se sentaient mieux qu'on ne pouvait les exprimer », c'était sans doute la certitude de voir juger par les magistrats cette affaire conformément aux vœux du gouvernement.

Cependant la Commission, qui sentait bien que sur ce terrain on était, pour ainsi dire, sur un terrain extra-constitutionnel, sur un terrain d'exception, tenait à faire remarquer par l'organe de son rapporteur qu'il n'était pas vrai de dire que l'on

pouvait suspendre généralement les jurés : « Cette  
« mesure toutefois pouvait être commandée avec  
« assurance dans un gouvernement naissant au com-  
« mencement d'une dynastie, à la suite d'une grande  
« révolution qui agitait encore les deux mondes et  
« qui avait donné lieu à des exaspérations mal  
« éteintes, qu'on ne pouvait voir disparaître qu'après  
« des générations. » C'était là une bien faible atténua-  
tion à la théorie de Chasset.

Il faisait ici remarquer que suivant le para-  
graphe 1<sup>er</sup> de l'article 55, le Sénat pouvait suspendre  
pour cinq ans les fonctions de juré dans les départe-  
ments où cette mesure était jugée nécessaire, et que  
même le paragraphe 2 l'autorisait à déclarer, quand  
les circonstances l'exigeraient, les départements hors  
de la Constitution.

« Si, disait-il, le Sénat a ce pouvoir, comment  
« peut-on lui contester de suspendre les jurys pour  
« une matière compliquée et pour une affaire dont  
« l'objet repose sur cette matière. »

Il semble bien cependant que l'article 55 envisa-  
geait la suspension des jurés comme une mesure  
générale embrassant tous les jurés d'un département  
et non pas un jury pour une affaire déterminée.  
C'était un détail auquel la Commission ne s'arrêtait  
pas. Chasset disait même : « Il serait inutile de s'ap-  
« pesantir davantage sur le second point. »

Une fois lancé dans le domaine des irrégularités, il n'y avait évidemment plus de raisons pour s'arrêter, et le troisième point qui tendait à renvoyer les prévenus du crime de corruption devant la même Cour pour être jugés dans les mêmes formes souffrait encore moins de difficultés. « On peut, disait le rapporteur, d'abord leur appliquer tout ce qui a été dit au sujet des prévenus du crime de péculat. On peut ajouter qu'il y aurait peu de convenance dans les circonstances actuelles à faire juger des jurés par d'autres jurés et ce qui tranche toute difficulté, c'est la connexité entre les deux accusations.

« Elle existe en effet *ratione materiæ*, *ratione personæ*. La base du procès est la même pour les deux accusations ; c'est le péculat, voilà la matière principale. Quant aux personnes, les prévenus de péculat seront vraisemblablement présentés aux prévenus de corruption.

« Il peut encore arriver qu'on mette sous les yeux de ceux-ci quelques pièces du procès ; il est donc impossible de ne pas renvoyer devant la même Cour, et les prévenus de péculat, et les prévenus de corruption. »

On ne voit pas très bien la difficulté qu'il y aurait eu à faire juger ces deux genres d'accusations par deux cours différentes ou même à les faire tous juger par une même cour avec jury. Mais ce que l'on vou-

lait éviter, et c'est là le point principal, c'était de faire juger ce procès par d'autres jurés.

La Commission concluait donc à l'admission de tous les points du sénatus-consulte proposé.

Le sénatus-consulte du 28 août 1813 (1) porte que la déclaration donnée le 24 juillet 1813 par le jury en faveur des nommés : Verbrouck, Lacoste, Biard et Petit traduits devant la Cour d'assises de Bruxelles comme accusés d'être auteurs ou complices de dilapidations commises dans la gestion et l'administration de l'octroi d'Anvers, ainsi que l'ordonnance d'acquiescement prononcée par suite de sa déclaration, étaient annulées ; que la Cour de cassation était chargée de renvoyer ces accusés devant une Cour impériale spéciale qui devait prononcer sur ladite accusation, en sessions réunies et sans jury ; les prévenus du crime de corruption qui avait eu lieu dans le procès criminel, devaient être poursuivis devant la même Cour.

Si, en vertu du paragraphe 4 de l'article 55 de l'acte des Constitutions de l'Empire du 16 thermidor an X, le Sénat avait évidemment reçu le droit d'annuler les jugements des jurys, rien ne prouve qu'il ait reçu le droit de faire poursuivre devant la même Cour désignée par la Cour de cassation les prévenus du crime de corruption.

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> octobre 1813.

Le 18 mai 1814, c'est-à-dire au lendemain de la chute de l'Empire, les prévenus de l'affaire d'Anvers, qui avaient été traduits en vertu d'un arrêté de la Cour de cassation devant une Cour impériale spéciale, et condamnés, déposèrent sur le bureau du Sénat (1) une supplique tendant à faire rapporter le sénatus-consulte du 28 août 1813.

Lecture fut faite par un secrétaire de la supplique au Sénat. L'affaire fut renvoyée devant une Commission spéciale qui comprenait : Abrial, de Maleville, Emmery, Vimar, Boissy d'Anglas.

Mais le Sénat était arrivé au bout de son existence. Il fut remplacé par la Chambre des pairs ; la Commission ne fit pas de rapport et l'affaire en resta là.

On voit donc, ici, combien le Sénat était devenu un instrument commode dans les mains de Napoléon. La Commission ne cherche même pas à savoir ce qui s'est passé au juste, elle a toute confiance dans les dires de l'Empereur. Le Sénat ne fait aucune difficulté d'annuler la décision du jury et à faire poursuivre les membres de ce jury devant une Haute Cour impériale.

Le Sénat avait empiété manifestement ici sur le domaine judiciaire.

(1) *Archives nationales*, carton CC 8.

## CHAPITRE IV

### INSTITUTION D'UNE HAUTE COUR DE JUSTICE

La Constitution du 22 frimaire an VIII avait prévu l'existence d'une Haute Cour de justice (1). Une loi postérieure, portait cet acte, devra fixer les détails d'organisation de cette institution. Celle-ci était d'ailleurs conforme à la tradition révolutionnaire et particulièrement à celle de la Constitution directoriale du 5 fructidor an III, car la Haute Cour devait être composée de juges et de jurés. Les juges étaient élus par le tribunal de cassation parmi ses membres et les jurés étaient pris dans la liste nationale.

Elle faisait une distinction, que ne devait d'ailleurs pas conserver la Constitution de l'an XII, entre les délits privés et les délits commis par les ministres dans l'exercice de leurs fonctions.

Pour les premiers, ils étaient justiciables des tribunaux ordinaires ; pour les seconds, ils ressortis-

(1) Article 73 de la Constitution de l'an VIII.

saient de la Haute Cour. La Constitution énumérait les actes pour lesquels ils pouvaient être mis en accusation devant cette juridiction : 1° pour tout acte de gouvernement signé par eux et déclaré inconstitutionnel par le Sénat ;

2° pour l'inexécution des lois et règlements d'administration publique ;

3° pour les ordres particuliers par eux donnés, si ces ordres étaient contraires à la Constitution, aux lois et règlements (art. 72).

L'article 73 promettait une loi organique qui devait organiser la Haute Cour. Cette loi ne fut jamais votée, et elle ne fonctionna pas sous le Consulat. Il n'y eut que des tribunaux criminels spéciaux institués dans les départements et qui fonctionnèrent après l'attentat du 3 nivôse an IX (1).

Le Sénat Conservateur, par son attitude lors de cette affaire, était d'ailleurs en partie responsable de la ruine de la Haute Cour et de l'institution de ces tribunaux spéciaux.

L'attentat de la machine infernale avait causé une grande émotion dans le pays tout entier.

Le Sénat-Conservateur après cet événement se rendit le lendemain 4 nivôse (2) au Palais du gouver-

(1) Voyez Lair, *Les Hautes Cours politiques en France et à l'étranger*, et Dalloz, *Organisation judiciaire*, n° 122.

(2) *Moniteur* du 5 nivôse an IX.

nement pour exprimer au Premier Consul les vives alarmes que l'attentat lui avait causées. Le président du Sénat au cours de l'audience avait invité le Premier Consul à faire punir promptement les coupables et à prendre les mesures les plus efficaces pour que la chose publique ne fût pas exposée à de pareils dangers.

Après la machine infernale, Bonaparte fit instituer les tribunaux criminels spéciaux, dont j'ai parlé et qui furent chargés de juger sommairement les terroristes soupçonnés d'avoir participé à l'organisation de l'attentat de la rue Saint-Nicaise. On déporta un certain nombre de ces terroristes, en vertu d'un acte de consuls approuvé par le Sénat. On avait pressenti à ce sujet les principaux membres à l'Assemblée et on avait été ainsi assuré de ne point rencontrer de résistance de ce côté. Le Conseil d'Etat, après une certaine opposition vite étouffée d'ailleurs, avait ratifié la liste des cent trente noms portés sur la liste de proscription.

Le 14 nivôse, le Premier Consul avait rédigé la liste définitive et pris un arrêté en vertu duquel étaient déportés hors du territoire de la République les individus composant la liste.

C'est alors que fut demandée l'approbation du Sénat.

Celui-ci se réunit en Comité secret le 14 nivôse an IX (1).

Boulay, Regnier et Defermont, conseillers d'Etat, vinrent exposer les motifs de l'arrêté du Premier Consul. Cet acte qui mettait en surveillance spéciale hors du territoire européen de la République les 130 terroristes portés sur la liste devait être approuvé par un sénatus-consulte.

Le 15 nivôse (2), le Sénat s'assembla de nouveau et l'on vota sur le sénatus-consulte proposé : sur 56 votants, 51 se prononcèrent pour l'approbation des mesures de haute police. Ceci montre combien le Sénat-Conservateur subissait déjà en l'an IX l'influence du Premier Consul.

Ce sénatus-consulte avait des considérants assez remarquables qui faisaient ressortir les dangers que créaient pour la République certains individus que l'amnistie avait encouragés. L'un d'eux disait :

« Considérant enfin, selon les propres expressions  
« du Conseil d'Etat, que le référé du gouvernement  
« au Sénat-Conservateur, pour provoquer sur ses  
« propres actes l'examen et la décision de ce Corps  
« tutélaire, devient par la force de l'exemple une

(1) *Archives nationales*, Registres du Sénat, Carton CC 1, p. 74.

(2) *Archives nationales*, Registres des séances du Sénat-Conservateur, Carton CC 1.

« sauvegarde capable de rassurer par la suite la  
« Nation, et de prémunir le gouvernement lui-même  
« contre tout acte dangereux à la liberté publique... »

Pour tous ces motifs le Sénat-Conservateur déclarait « que l'acte du gouvernement en date du  
« 14 nivôse était une mesure conservatrice de la  
« Constitution ».

Or rien n'était plus faux, puisque cet acte était une atteinte à cette dernière. Si le Sénat-Conservateur avait gardé son indépendance au lieu de se plier aux désirs du Premier Consul, il eût dû refuser le vote du sénatus-consulte qu'on lui demandait.

Sa complaisance fut d'ailleurs récompensée par la suite, car au moment de l'établissement de l'Empire il fut nécessaire de réorganiser la Haute Cour et de la mettre au niveau des nouvelles institutions. Il fallait l'organiser sur de nouvelles bases pour accorder son fonctionnement avec l'esprit dont était alors animé le gouvernement.

D'ailleurs à ce moment se fit sentir la nécessité d'organiser un tribunal devant lequel pussent être traduits les membres de la famille impériale, les titulaires des grandes dignités de l'Empire, les ministres et les hauts fonctionnaires.

Le conseil de famille qu'on allait instituer ne pou-

(1) *Archives nationales*, Registres des séances du Sénat-Conservateur, Carton CC 1.

vait convenir pour juger les membres de la famille impériale : par sa composition même il ne donnait pas des garanties suffisantes et ses décisions eussent été toujours suspectées. D'un autre côté les tribunaux ordinaires ne pouvaient pas être compétents pour juger des princes du sang. Un principe de l'ancien régime était que ceux-ci ne pouvaient être traduits que devant un tribunal composé de leurs pairs (1). On se souvint en l'an XII de ce principe et l'on chercha à former un tribunal composé de membres de la famille impériale.

Une assemblée comptait déjà au nombre de ses membres des parents de l'Empereur, c'était le Sénat-Conservateur. Joseph et Lucien en effet étaient sénateurs. De plus, la Constitution que l'on élaborait à Saint-Cloud faisait entrer dans le Sénat les princes de la famille impériale dès l'âge de 18 ans.

Le Sénat-Conservateur convenait donc tout à fait pour juger les membres de la famille impériale, puisqu'il comptait au nombre de ses membres des

(1) Le jugement par les pairs était un principe toujours admis dans le droit français depuis les invasions germaniques. Les deux maximes suivantes avaient été adoptées par le droit féodal : *illius qualitatis cujus sunt vassalli litigantes*, en vertu duquel le juge devait être d'un rang au moins égal à celui des plaideurs, et *maiore a minore non potest judicari*, maxime en vertu de laquelle un personnage ne pouvait être jugé que par des individus d'un rang plus modeste que le sien.

princes du sang, et qu'il était en même temps la première assemblée de l'Empire.

Rien ne s'opposait d'autre part à ce qu'il fût également chargé de juger les ministres et les grands administrateurs.

Les sénateurs s'étaient rendu compte de la possibilité d'ériger l'assemblée dont ils étaient les membres en Haute Cour de justice et ils virent là un moyen d'augmenter encore la puissance du Sénat. Dans le mémoire (1) joint au message adressé par le Sénat au Premier Consul le 14 floréal an XII, mémoire dont j'ai déjà parlé, il est demandé : que le Sénat juge comme Haute Cour et d'après les règles qui seraient établies par un sénatus-consulte particulier : tous les délits dont les sénateurs pourraient être accusés, les crimes d'Etat et les délits des ministres ainsi que des capitaines généraux des colonies, lorsque ces délits seraient relatifs à leurs fonctions. Un sénatus-consulte particulier devrait assurer la responsabilité des ministres.

Le 6 germinal an XII (2), le Sénat-Conservateur délibéra sur la communication qui lui avait été donnée au nom du Gouvernement par le grand juge, ministre de la Justice, dans la séance du 2 germinal de son rapport relatif au complot tramé par un offi-

(1) *Archives nationales*, carton CC 3.

(2) *Moniteur* du 6 mars 1804.

cier anglais à Munich et des pièces originales qui avaient été l'objet de ce rapport. Il se présenta ensuite devant le Premier Consul et son président lut une adresse ainsi conçue : il se rendait auprès de Bonaparte pour le remercier de la communication qui lui avait été faite des pièces du complot (1). « En examinant ces pièces et le rapport que le grand juge vous en a fait, dit l'adresse, le Sénat a été dans le cas de suppléer pour le moment les fonctions de ce grand Tribunal national dont l'établissement manque à nos institutions. »

« Une Commission de 15 membres a fait au Sénat un rapport que le Sénat a déposé et qu'il vient vous présenter. Sa publicité est remise à la sagesse du gouvernement. Nos délibérations sont essentiellement secrètes, et dans les matières politiques, nous avons pour maxime de ne laisser transpirer que ce que le gouvernement peut juger convenable de communiquer à l'Europe. Nous disons à l'Europe puisqu'il ne s'agit point ici seulement de la France; cette cause est celle du monde entier. Cependant relativement à la France, les circonstances font un devoir au Sénat de s'expliquer sur deux objets importants, que la découverte de ces horribles complots lui paraît rendre dignes de votre plus prompte et plus sérieuse attention. »

(1) *Moniteur* du 6 mars 1804.

L'adresse liait le sort de la France à celui de Bonaparte, et prévoyait le retour possible d'attentats de ce genre : « Oui, citoyen Premier Consul, le Sénat  
« doit vous le dire : en réorganisant votre ordre social, votre génie a fait un oubli qui honore la générosité de votre caractère, mais qui augmente peut-être vos dangers et nos craintes. Toutes nos constitutions, excepté celle de l'an VIII, avaient organisé une Haute Cour ou un jury national. Vous avez eu la confiance qu'un pareil tribunal ne serait pas nécessaire, et la postérité qui doit vous tenir compte de tout ce que vous avez fait, vous comptera aussi ce que vous n'avez pas voulu prévoir. Mais  
« citoyen Premier Consul, un grand tribunal national assurera d'une part la responsabilité des fonctionnaires publics, et de l'autre il offrira aux conspirateurs un tribunal tout prêt, tout investi de la consistance et des pouvoirs nécessaires pour maintenir la sûreté et l'existence d'un grand peuple attaché à la sûreté, à l'existence de son chef. »

L'adresse disait que ce jury national ne suffisait pas encore pour assurer en ce moment et la vie et l'ouvrage de Bonaparte.

On demandait sans s'expliquer expressément au Premier Consul d'achever son ouvrage.

L'adresse se terminait en protestations d'attachement à la personne de Bonaparte,

En réalité, on l'a vu, la Constitution de l'an VIII avait déjà prévu l'organisation d'une Haute Cour.

Les constitutions antérieures et particulièrement les constitutions révolutionnaires n'avaient pas toutes organisé une Haute Cour contrairement à ce qu'affirmait l'adresse du Sénat-Conservateur.

La Constituante avait déjà constitué le 5 mars 1789 un tribunal provisoire qui devait juger les crimes de lèse-Nation. C'était là, à vrai dire, plus un tribunal spécial qu'une Haute Cour.

D'ailleurs, en mai 1791, la Constituante organisa une Haute Cour (loi des 10-15 mai 1791) composée d'un jury et de quatre grands juges. Les hauts jurés qui composaient le jury devaient être élus par le peuple. Les quatre grands juges étaient pris parmi les membres du tribunal de cassation.

La Législative, dans la loi sur les émigrés du 9 novembre 1791, décidait (art. 4) que dans les quinze premiers jours de janvier 1792, la Haute Cour nationale serait convoquée pour juger les émigrés.

La Législative décida que la Haute Cour se réunirait à Orléans comme l'ancien tribunal provisoire qui avait été supprimé par une loi du 12 octobre 1791.

L'organisation du tribunal du 17 août, le tribunal de la Terreur, ruina le pouvoir de la Haute Cour d'Orléans qui avait déjà commencé à fonctionner.

En réalité, la Haute Cour n'existait plus dès ce moment. Un décret du 12 septembre 1792 renvoya les hauts jurés.

Par les décrets des 25 et 26 septembre, la Convention supprima la Haute Cour. Deux dispositions de l'acte constitutionnel du 24 juin 1793 maintinrent au Corps législatif le droit d'accusation en ce qui concerne les crimes et délits des ministres et fonctionnaires publics, et l'accusation des prévenus de complots contre la sûreté générale de la République. Mais en fait, il n'y eut pas de Haute Cour. Le tribunal du 17 août suffisait et le tribunal révolutionnaire fonctionnait depuis le 12 mars 1792, c'est-à-dire depuis plus de trois mois.

La Constitution directoriale du 5 fructidor an III (22 août 1795) enfin consacrait le principe d'une Haute Cour de justice. Elle devait connaître des accusations admises par le Corps législatif, soit contre les directeurs, soit des crimes de lèse-Nation. Elle comprenait des hauts jurés, 5 juges, 2 accusateurs nationaux. Elle se réunit à Vendôme le 16 vendémiaire an IV et condamna Babeuf à mort, Darthé ainsi que 5 autres conspirateurs aux travaux forcés.

On le voit donc, la Haute Cour était bien dans les traditions révolutionnaires. Elle avait existé dans la plupart des constitutions qui avaient précédé la Constitution de l'an XII et particulièrement dans la

Constitution de l'an VIII, mais l'adresse du Sénat ne pouvait cependant prétendre que toutes nos Constitutions excepté celle de l'an VIII avaient organisé ou une Haute Cour ou un jury national.

Les sénateurs voulaient sans doute parler d'une organisation effective, car en l'an VIII on avait seulement posé un principe. Néanmoins, on l'a vu, la Haute Cour avait été légalement supprimée par la Convention et elle n'avait été rétablie que par le Directoire.

La Haute Cour en France avait été, suivant les époques, tantôt une chambre investie, pour certaines circonstances, d'attributions judiciaires, tantôt une juridiction spéciale (1).

La Haute Cour que la Constitution de l'an XII allait instituer devait, comme on le verra, se rattacher à ce deuxième type tout en gardant cependant plusieurs traits du premier.

On avait senti depuis longtemps déjà le manque d'une Haute Cour : notamment lors du procès de Georges Cadoudal, et aussi au moment de l'exécution de Vincennes.

Il fallait une garantie au gouvernement contre les auteurs de complots, aux citoyens contre les agents de l'autorité publique.

(1) Esmein, 7<sup>e</sup> édit., t. II, p. 481.

Cette Haute Cour dont on demandait l'établissement avait l'avantage apparent d'ajouter tant à la liberté des citoyens qu'à la force du pouvoir.

Il fallait une Cour de justice qui pût réprimer les grands attentats, une juridiction politique pour les ministres et les gens de l'autorité publique, un tribunal de maréchaux pour les gens de guerre, une Cour des pairs pour les grands personnages de l'Etat.

C'était la pensée que Portalis résumait le 26 floréal an XII devant le Sénat (1) : « Personne, disait-il, « ne pouvant être au-dessus de la justice, comme « personne ne peut être avili au-dessous de l'humanité : Une Haute Cour jugera les ministres et « ceux qui remplissent les grandes fonctions dans « l'Etat ;

« La même Cour jugera les crimes commis ou « tramés contre la Patrie, contre la personne de « l'Empereur et celle de l'héritier présomptif du « trône, etc...

« Le siège de la Haute Cour sera dans le Sénat. « Son organisation est telle qu'elle offrira une garantie suffisante à l'Etat contre l'impunité et une « garantie suffisante aux accusés contre la justice. »

Lacépède, dans un rapport fait au nom de la Com-

(1) *Archives nationales*, Carton CC 3, p. 20.

mission spéciale du Sénat le 28 floréal an XII (1),  
disait dans le style emphatique du temps :

« Une Haute Cour impériale garant des préroga-  
« tives nationales, confiée aux grandes autorités, de  
« la sûreté de l'Etat et de celle des citoyens, formera  
« un tribunal véritablement indépendant et auguste,  
« consacré à la justice et à la Patrie. Son siège tuté-  
« laire sera dans cette enceinte.

« Les conservateurs du pacte social, les dépositaires des lois civiles y assureront l'innocence en  
« faisant trembler le crime, qu'aucun asyle ne pourra  
« dérober à la puissance de la Nation.

« L'aréopage d'Athènes jugeait au milieu des ombres de la nuit ; c'était un emblème de l'impartiale  
« équité. La France aura la réalité de cette image.

« La Haute Cour placée au sommet de l'Etat  
« n'apercevra ni les intérêts privés ni les affections  
« particulières que leur distance fera disparaître.

« Elle ne verra que la République et la Loi. Elle  
« assurera surtout la responsabilité des grands fonctionnaires et de ceux, particulièrement, qu'un  
« grand éloignement de la métropole pourrait soustraire à la vengeance des lois.

« Elle assurera surtout la responsabilité des ministres, cette responsabilité sans laquelle la liberté

(1) *Moniteur* du 20 mai 1804.

« n'est qu'un fantôme derrière lequel se cache le  
« despotisme. »

Le titre 13 du sénatus-consulte du 28 floréal an XII organisa la Haute Cour de justice (1).

La Haute Cour impériale connaissait :

1° Des délits personnels commis par des membres de la Famille impériale, par des titulaires de grandes dignités de l'Empire, par les ministres, par les secrétaires d'Etat, par les grands officiers, par des sénateurs, par des conseillers d'Etat.

C'était là une innovation tout à fait heureuse, car depuis 1789, les princes, les ministres ne ressortissaient pour leurs délits personnels que des tribunaux ordinaires devant lesquels l'envie ou la crainte de leurs juges pouvaient influencer d'une façon désastreuse sur les jugements.

2° Des crimes, attentats et complots contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, la personne de l'Empereur et celle de l'héritier présomptif de l'Empire ;

3° Des délits ou responsabilités d'office commis par les ministres et les conseillers d'Etat chargés spécialement d'une partie d'administration publique ;

4° Des prévarications et abus de pouvoirs commis

(1) *Moniteur* du 30 floréal an XII.

par les capitaines généraux des colonies, des préfets coloniaux et des commandants des Etablissements français hors du continent, soit par des administrateurs généraux employés extraordinairement, soit par des généraux de terre ou de mer, sans préjudice, à l'égard de ceux-ci, des poursuites de la juridiction militaire, dans les cas déterminés par les lois ;

5° Du fait de désobéissance des généraux de terre ou de mer qui contreviendraient à leurs instructions ;

6° Des concussions, des dilapidations dont les préfets de l'intérieur se rendraient coupables dans l'exercice de leurs fonctions ;

7° Des forfaitures ou prises à partie qui pouvaient être encourues par une Cour de justice criminelle, ou par des membres de la Cour de cassation ;

8° Des dénonciations pour cause de détentions arbitraires et de violation de la liberté de la presse.

Le siège de la Haute Cour impériale était dans le Sénat. Elle devait être présidée par l'archi-chancelier de l'Empire : s'il était malade, absent, ou légitimement empêché, elle devait être présidée par un haut titulaire d'une grande dignité de l'Empire.

Les membres de la Haute Cour étaient les princes, les titulaires de grandes dignités, les grands officiers de l'Empire, le grand juge ministre de la justice, 60 sénateurs, 6 présidents de sections du

Conseil d'Etat, 14 conseillers d'Etat et 20 membres de la Cour de cassation.

Les sénateurs devaient donc avoir au sein de cette assemblée la majorité.

Il y avait auprès de la Haute Cour impériale un procureur général nommé à vie par l'Empereur. Il exerçait le ministère public et était assisté de 3 tribuns, nommés chaque année par le Corps législatif sur une liste de 9 candidats présentés par le Tribunat, de 3 magistrats que l'Empereur nommait aussi chaque année parmi les officiers de la Cour d'appel de justice criminelle.

Il y avait aussi un greffier en chef nommé à vie par l'Empereur.

Le président de la Haute Cour impériale ne pouvait jamais être récusé ; il pouvait s'abstenir pour des causes légitimes.

La Haute Cour impériale ne pouvait agir de son propre mouvement ; elle devait être saisie par les poursuites du ministère public dans les délits commis par ceux que leurs qualités rendaient justiciables de la Haute Cour impériale.

S'il y avait un plaignant, le ministère public devenait nécessairement partie jointe et poursuivante.

Le ministère public était également partie jointe et poursuivante dans les cas de forfaiture ou de prise à partie.

Les magistrats de sûreté et les directeurs de jury étaient tenus de s'arrêter et de renvoyer dans le délai de huitaine au procureur général de la Haute Cour impériale toutes les pièces de la procédure, lorsque dans les délits dont ils poursuivaient la réparation il résultait, soit de la qualité des personnes, soit du titre de l'accusation, soit des circonstances, que le fait était de la compétence de la Haute Cour impériale.

Néanmoins les magistrats de sûreté continuaient à recueillir les preuves et les traces du délit.

Le ministre ou les conseillers d'Etat chargés d'une partie quelconque d'administration publique pouvaient être dénoncés par le Corps législatif, s'ils avaient donné des ordres contraires aux Constitutions ou aux lois de l'Empire.

Pouvaient être également dénoncés par le Corps législatif les capitaines généraux des colonies, les préfets coloniaux, les commandants des établissements français hors le continent ; les administrateurs généraux lorsqu'ils avaient prévariqué ou abusé de leurs pouvoirs ; les généraux de terre et de mer qui avaient désobéi à leurs instructions ; les préfets de l'Intérieur qui s'étaient rendus coupables de dilapidation ou de concussion.

Le Corps législatif dénonçait pareillement les ministres ou gens de l'autorité lorsqu'il y avait eu de la part du Sénat : déclaration de fortes présomp-

tions de détention arbitraire, ou de violation de la liberté de la presse.

Les dénonciations du Corps législatif ne pouvaient être faites que sur la demande du Tribunal, ou sur la réclamation de 50 membres du Corps législatif qui requéraient un comité secret à l'effet de faire désigner par la voie du scrutin 10 d'entre eux pour rédiger le projet de dénonciation.

Dans l'un et l'autre cas, la demande ou la réclamation devait être faite par écrit, signée par le président et les secrétaires du Tribunal, ou par les 10 membres du Corps législatif, si elle était dirigée contre un ministre ou contre un conseiller d'Etat chargés d'une partie d'administration publique, elle leur était communiquée dans le délai d'un mois.

Le ministre ou le conseiller d'Etat dénoncé ne devait point comparaître pour y répondre.

L'Empereur nommait 3 conseillers d'Etat pour se rendre au Corps législatif le jour qui était indiqué et donner des éclaircissements sur les faits de la dénonciation.

Le Corps législatif discutait en Comité secret les faits compris dans la demande ou dans la réclamation, et il délibérait par voie de scrutin. L'acte de dénonciation devait être circonstancié, signé par le Président et par les secrétaires du Corps législatif. Il était adressé par un message à l'archi-chancelier

de l'Empire qui devait le transmettre au procureur général près la Cour impériale.

Les prévarications ou abus de pouvoir des capitaines généraux des colonies, des préfets coloniaux, des commandants des établissements hors le continent, des administrateurs généraux, les faits de désobéissance des généraux de terre et de mer aux instructions qui leur avaient été données, les dilapidations et concussions des préfets, étaient aussi dénoncés par les ministres, chacun dans leurs attributions, aux officiers chargés du ministère public.

Si la dénonciation était faite par le grand juge ministre de la justice, ils ne pouvaient point assister ni prendre part au jugement qui intervenait sur cette dénonciation.

Il faut ici remarquer que le droit d'accusation se répartit entre le Corps législatif, le ministre pour les délits dont auraient pu se rendre coupables ses subordonnés et le procureur général spécial nommé par le gouvernement dont l'établissement et l'inamovibilité étaient d'excellentes innovations. Le droit d'accusation n'appartenait donc plus comme dans les constitutions précédentes au seul Corps législatif.

Le procureur général d'ailleurs ne dépendait pas du Corps législatif pour ce qui concerne la façon d'établir l'acte d'accusation.

Dans le cas où les ministres, les capitaines géné-

raux des colonies, les préfets coloniaux, les commandants des établissements français hors le continent, les administrateurs généraux, les généraux de terre ou de mer, les préfets de l'Intérieur étaient dénoncés par la Haute Cour, le procureur général devait informer sous trois jours l'archi-chancelier de l'Empire qu'il y avait lieu de réunir la Haute Cour impériale. L'archi-chancelier, après avoir pris les ordres de l'Empereur, devait fixer dans la huitaine l'ouverture des séances.

La procédure devant la Haute Cour était la suivante : dans la première séance la Haute Cour devait juger sa compétence lorsqu'il y avait dénonciation ou plainte. Le procureur général, de concert avec les tribuns et les trois magistrats officiers du parquet, examinaient s'il y avait lieu à poursuivre. La décision lui appartenait.

L'un des magistrats du parquet pouvait être chargé par le procureur général de diriger les poursuites : si le ministère public estimait que la plainte ou la dénonciation ne devait pas être admise, il motivait les conclusions sur lesquelles la Haute Cour impériale prononçait après avoir entendu les magistrats chargés du rapport.

Lorsque les conclusions étaient adoptées, la Haute Cour impériale terminait l'affaire par le jugement définitif.

Lorsqu'elles étaient rejetées, le ministère public était tenu de continuer les poursuites.

Dans ce cas, et aussi lorsque le ministère public estimait que la plainte ou la dénonciation devait être admise, il était tenu de dresser l'acte d'accusation dans la huitaine et de le communiquer au commissaire et au suppléant que l'archi-chancelier de l'Empire nommait parmi les juges de la Cour de cassation qui étaient membres de la Haute Cour impériale.

Les fonctions de ce commissaire et à défaut du suppléant consistaient à faire l'instruction et le rapport.

Le rapporteur ou son suppléant soumettait l'acte d'accusation à 12 commissaires de la Haute Cour impériale choisis par l'archi-chancelier de l'Empire : 6 parmi les sénateurs, et 6 parmi les autres membres de la Haute Cour impériale.

Les membres choisis ne concouraient pas au jugement.

Si les 12 commissaires jugeaient qu'il y avait lieu à accusation, le commissaire-rapporteur rendait une ordonnance conforme, décernait les mandats d'arrêt et procédait à l'instruction.

Si les commissaires estimaient au contraire qu'il n'y avait pas lieu à accusation, ils en référaient par le rapporteur à la Haute Cour impériale qui prononçait définitivement.

La Haute Cour impériale ne pouvait juger à moins de 60 membres : 10 de la totalité des membres qui étaient appelés à la composer pouvaient être récusés, sans motifs déterminés, par l'accusé et 10 par la partie publique.

L'arrêt devait être rendu à la majorité des voix.

Les débats et le jugement devaient avoir lieu en public.

Les accusés devaient avoir des défenseurs. S'ils n'en présentaient point, l'archi-chancelier de l'Empire leur en donnait d'office.

La Haute Cour impériale ne pouvait prononcer que des peines portées par le Code pénal.

Les lois antérieures se taisaient sur ce point important. Il était excellent que les peines fussent enlevées à l'arbitraire du juge et que leur échelle fût déterminée à l'avance dans un code.

Elle prononçait s'il y avait lieu la condamnation aux dommages et intérêts civils.

L'action privée pouvait donc être portée devant la Haute Cour en même temps que l'action publique.

Lorsqu'elle acquittait, elle pouvait mettre ceux qui étaient absous sous la surveillance ou à la disposition de la Haute Police de l'Etat pour le temps qu'elle déterminait.

Les arrêts rendus par la Haute Cour impériale n'étaient soumis à aucun recours.

Ceux qui prononçaient une condamnation à une peine afflictive ou infamante ne pouvaient être exécutés que lorsqu'ils étaient signés par l'Empereur.

C'était donc, outre une Cour de justice chargée de réprimer les grands attentats, une juridiction politique pour les ministres et les agents de l'autorité publique ; un conseil de guerre pour gens de guerre ; une Cour des pairs pour les grands personnages de l'Etat.

Le rôle de cette Cour fut nul, car l'esprit du temps faisait plus que les lois écrites, et le gouvernement de cette époque était au-dessus des lois.

Le jury avait donc disparu et la Haute Cour était devenue une institution monarchique, car ce ne sont plus les représentants du peuple qui pouvaient accuser, mais un ministère public inamovible. Le droit d'accusation était donc dissocié. Les juges ne sont plus des jurés, mais des sénateurs inamovibles, des conseillers d'Etat, des hommes tout dévoués à l'Empereur. La Haute Cour n'était plus une émanation de la Nation.

## CHAPITRE V

### LE SÉNAT-CONSERVATEUR, LE STATUT, LES DROITS ET LES BIENS DES MEMBRES DE LA FAMILLE IMPÉRIALE

L'accession de Bonaparte au trône impérial avait, en l'an XII, transformé la situation des membres de sa famille qui étaient devenus ceux d'une famille régnante.

Il fallait les doter d'un statut personnel, régler leurs biens ; en un mot organiser la Famille impériale, et déterminer les droits individuels de chacun de ses membres.

Ce fut le Sénat-Conservateur qui fut chargé de cette besogne. Il eut ainsi, en s'occupant de la situation des princes, à exercer des attributions complexes touchant les intérêts généraux de l'Etat en même temps que l'intérêt propre de chacun des membres de la famille de l'Empereur. Pendant toute la durée de son existence d'ailleurs, il eut des rapports étroits et nombreux avec la Famille impériale.

Il rendit des sénatus-consultes sur son organisa-

tion, sur le divorce de l'Empereur et de Joséphine, sur la régence, sur l'hérédité, sur la principauté de Guastalla et sur le duché de Florence, et sur maintes autres questions encore.

Il s'occupa enfin des biens de la Famille impériale, des biens de la couronne, de ceux de Joséphine et du douaire de Marie-Louise.

Il eut donc en cette matière un rôle important, divers. Cette participation à l'organisation de la Famille impériale marque bien le contact étroit qui s'était établi entre l'Empereur et cette Assemblée. Napoléon pensait qu'en faisant sans cesse intervenir ici la plus haute assemblée du pays, il donnait à sa famille plus de consistance, l'organisait sur des bases plus solides et plus durables. Les attributions qu'eut ici le Sénat eussent pu pour la plupart être données sans inconvénient au Conseil privé ; mais son autorité était moindre que celle du Sénat, ses décisions avaient une valeur inférieure à celle des sénatus-consultes revêtus de l'autorité législative.

C'est tout d'abord dans la vie de l'Impératrice Joséphine que le Sénat-Conservateur joua le rôle le plus considérable. C'est lui qui, en effet, rendit le sénatus-consulte du 17 décembre 1809 prononçant le divorce de Napoléon et de Joséphine (1). Je ne

(1) *Moniteur* du 17 décembre 1809.

veux point ici faire une étude approfondie des circonstances et des causes du divorce, ni étudier les difficultés soulevées par la régularisation religieuse de la situation de l'Empereur et de l'Impératrice divorcés, mais seulement étudier le rôle du Sénat dans la rupture du lien juridique qui unissait Napoléon et Joséphine.

La situation qui se présentait était toute nouvelle. Aucune procédure n'avait naturellement été prévue, ni dans nos constitutions, ni dans nos codes.

Il fallait une compétence exceptionnelle, car les tribunaux ordinaires, tenus d'appliquer le Code civil, ne pouvaient pas statuer sur une affaire dans laquelle des règles autres que les siennes devaient être suivies.

Cette compétence ne devait d'autre part enfreindre ni les formes légales, ni les règles posées par les Constitutions ; il fallait qu'elle ne nuisît pas au prestige de l'Impératrice, qu'elle fût conforme aux intérêts de l'Empereur.

Il était de toute nécessité cependant de dissoudre l'acte civil, le lien légal qui liait Napoléon à Joséphine. Le code Napoléon admettait le divorce pour les causes suivantes : soit adultère de la femme, soit adultère du mari lorsque le mari avait tenu sa concubine dans la maison commune ; soit pour excès, sévices ou injures graves ; soit à la suite d'une condamnation infamante ; soit enfin par le consen-

tement mutuel et persévérant des époux, exprimé de la manière prescrite par la loi.

Tous ces motifs ne pouvaient être invoqués par Napoléon. Menneval nous dit dans ses mémoires (1) :

« L'acte civil de ce premier mariage contenait des  
« causes de nullité qui pouvaient suffire à autoriser  
« la rupture ; mais comme l'idée de faire usage de ce  
« moyen répugnait à la dignité de l'Empereur, il ne  
« voulut même pas qu'il fût invoqué. »

Il fallait donc pour toutes ces raisons trouver une juridiction spéciale.

C'était chose difficile. Devait-on pour cela recourir aux simples tribunaux ou bien au conseil de famille ?

Les tribunaux étaient impossibles. En effet, les princes du sang ne relevaient que du Conseil de famille et de la Haute Cour impériale. Pour l'Empereur élevé au-dessus d'eux par le rang et par la dignité, on ne pouvait évidemment recourir à des juridictions inférieures.

Le Conseil de famille n'était pas possible non plus. En effet, de par le statut du 30 mars 1806, l'Empereur avait interdit le divorce aux membres de la Maison impériale ; il ne pouvait donc enfreindre devant cette sorte de tribunal les règles qu'il avait lui-même posées.

(1) *Mémoires de Menneval*, t. II, p. 291.

Il fallait donc une juridiction devant laquelle pût se dérouler une pompe compatible avec la grandeur de l'acte qui devait être annulé et une juridiction qui fût à la tête de toutes les autres. Cette juridiction, c'était évidemment le Sénat-Conservateur.

Mais cette procédure avait l'inconvénient de donner trop de pouvoir au Sénat (1) :

« Des formules mêmes qu'on va suggérer résultera  
« au profit du Sénat un nouvel accroissement de pou-  
« voirs. Comme l'Empereur ne peut, de son chef,  
« prononcer lui seul la dissolution de son mariage,  
« et que pour la décence il faut que cette dissolution  
« émane d'un autre pouvoir que du sien, c'est au  
« Sénat, seul pouvoir restant en face de lui, depuis  
« le sénatus-consulte du 16 thermidor an X, qu'elle  
« est contrainte de s'adresser et lui requiert un acte  
« qui excède les attributions du Sénat ; il se subor-  
« donne spontanément au Sénat, puisqu'il le rend  
« son juge il l'institue donc tel ; et en provoquant  
« aujourd'hui son arrêt, il se met dans le cas d'en  
« subir d'autres. »

Mais le Sénat peut-il prononcer le divorce ? Il a un pouvoir constituant à défaut d'un pouvoir judiciaire ou législatif. En effet, le paragraphe 2 de l'article 54 de l'acte des Constitutions du 16 thermidor

(1) Frédéric Masson, *Joséphine répudiée*, p. 80.

an X dit que le Sénat règle par sénatus-consultes organiques « tout ce qui n'est pas prévu par la Constitution et qui est nécessaire à sa marche ».

On pouvait prétendre que la nécessité d'avoir un successeur direct et surtout un fils de l'Empereur était évidente pour la bonne marche des organismes constitutionnels.

Voilà donc trouvée la juridiction qui statuera d'une façon assez solennelle pour garder à l'acte qui va s'accomplir son caractère d'exception, quasi extrajudiciaire, supra-constitutionnel.

Il suffisait maintenant de trouver la procédure. Après maintes hésitations on décida la réunion d'un conseil privé.

Ce conseil privé était chargé de la rédaction d'un sénatus-consulte qui devait être porté au Sénat par les orateurs du Conseil d'Etat et par Eugène de Beauharnais.

Pourquoi avait-on choisi pour cette ingrate besogne le fils même de l'Impératrice, M. Frédéric Masson nous le dit (1) : « Il faut un personnage d'importance dont la parole ne soit désavouée ni par  
« l'Empereur ni par l'Impératrice. Or les princes de  
« la famille impériale : Louis Jérôme, Murat sont  
« d'avance récusés : leur immixtion serait inconceva-

(1) Frédéric Masson, *Joséphine répudiée*, p. 82.

« ble et odieuse. Des princes de l'Empire, Cambacé-  
« rès serait seul supportable, mais il préside le  
« Sénat ; Lebrun est absent ; Berthier et Talleyrand  
« sont impossibles. Que reste-t-il ? Eugène.

« Cela est audacieux et paraîtra cruel ; mais seul  
« Eugène est qualifié pour parler au nom de sa mère ;  
« seul il peut affirmer le sacrifice et en réclamer  
« l'exécution ; par les honneurs dont il est revêtu il  
« est au premier rang de l'assemblée et son interven-  
« tion est nécessaire pour expliquer la décision de  
« l'Impératrice, et le seul supportable au point de  
« vue de la dignité de l'Empereur. Eugène ayant  
« parlé, nul autre n'a à discourir : la délibération  
« est close. »

Telle fut la procédure que Maret et Cambacérès  
avaient prévue.

Le Sénat, le 16 décembre 1809, s'assemble (1) ; et  
la séance commence par le serment prêté aux Cons-  
titutions par le vice-roi d'Italie qui prononce un  
discours pour exprimer sa joie d'être accueilli au  
Sénat. L'archi-chancelier Cambacérès lui répondit  
brièvement et fit la louange d'Eugène : « Vos pre-  
« miers pas dans cette enceinte ne pouvaient être  
« signalés plus dignement que par une grande dé-  
« marche de patriotisme, de dévouement et de fidé-  
« lité. »

(1) *Moniteur* du 17 décembre 1809.

Les orateurs du gouvernement furent à ce moment introduits. Cambacérès prit la parole. Il annonce le sénatus-consulte sur lequel le Sénat va avoir à délibérer. Il dit qu'il contient une disposition qui embrasse les intérêts les plus chers de tous les Français. Cette disposition était dictée par cette voix impérieuse qui avertit le Souverain et le peuple, qui est faite pour assurer le salut des Etats. « Il faut  
« écouter les conseils d'une sage prévoyance, rappe-  
« ler sans cesse le passé, examiner le présent et  
« porter ses regards sur l'avenir.

« L'Empereur, devant ces hautes considérations, a  
« fait disparaître toutes les considérations person-  
« nelles et réduit au silence toutes ses affections  
« privées.

« La noble et touchante adhésion de l'Impéra-  
« trice est un témoignage glorieux de son affection  
« désintéressée pour l'Empereur, et lui assure des  
« droits éternels à la reconnaissance de la Nation. »

Regnaud de Saint-Jean d'Angély, orateur du gouvernement, exprima ensuite les motifs du divorce.

Il priait le Sénat d'accepter, au nom de la France attendrie, ce sacrifice : « le plus grand qui ait été fait  
« sur la terre » ; et il terminait en priant le Sénat d'exprimer à l'Empereur les sentiments de tous les Français : « le seul prix qui sera digne du courage

« de nos souverains, la seule consolation qui soit  
« digne de leurs cœurs ».

C'est alors qu'Eugène demanda la parole et prononça le discours suivant :

« Vous venez d'entendre la lecture du sénatus-  
« consulte soumis à votre délibération. Je crois de  
« mon devoir, dans cette circonstance, de manifester  
« les sentiments dont ma famille est animée. Ma  
« mère, ma sœur et moi nous devons tout à l'Empe-  
« reur. Il a été pour nous un véritable père ; il trou-  
« vera en nous, dans tous les temps, des enfants  
« dévoués et des sujets soumis.

« Il importe au bonheur de la France que le fon-  
« dateur de cette quatrième dynastie vieillisse envi-  
« ronné d'une descendance directe qui soit notre  
« garantie à tous, comme le gage de la gloire de la  
« Patrie.

« Lorsque ma mère fut couronnée devant toutes  
« les nations par les mains de son auguste époux,  
« elle contracta l'obligation de sacrifier toutes ses  
« affections aux plus chers intérêts de la France.  
« Elle a rempli avec courage, noblesse et dignité ce  
« premier des devoirs.

« Son âme a été souvent attendrie en voyant en  
« butte à de pénibles combats le cœur d'un homme  
« accoutumé à maîtriser la fortune, et à marcher  
« toujours d'un pas ferme à l'accomplissement de  
« ses grands desseins.

« Les larmes qu'a coûtées cette résolution à l'Em-  
« pereur suffisent à la gloire de ma mère. Dans la  
« situation où elle va se trouver elle ne sera pas  
« étrangère, par ses vœux et par ses sentiments, aux  
« nouvelles prospérités qui nous attendent, et ce  
« sera avec une satisfaction mêlée d'orgueil qu'elle  
« verra tout ce que ses sacrifices auront produit  
« d'heureux pour sa Patrie et pour l'Empereur. »

L'examen du sénatus-consulte fut renvoyé à une Commission de 9 membres qui comprenaient ; Garnier, Lacépède, Sémonville, Beurnonville, Chaptal, Laplace, Maréchal duc de Dantzig, Maréchal Serrurier, Monge.

On avait choisi à dessein les plus grandes illustrations du Sénat,

On ne discute pas au sein de cette Commission ; l'exécution était résolue d'avance. A quatre heures et demie Lacépède fit le rapport au nom de la Commission. Il fit l'éloge de Napoléon et de Joséphine :  
« Combien de princes dit-il qui, ne consultant que  
« le bonheur de leurs peuples, ont su renoncer aux  
« liens qui leur était les plus chers ? »

C'est alors qu'il cita comme précédents à ce qui se passait en ce jour : Charlemagne, Philippe-Auguste, Louis XII et Henri IV.

Il ne restait plus au Sénat qu'à voter le sénatus-consulte suivant, ce qui fut fait séance tenante :

« Le mariage contracté entre l'Empereur Napoléon  
« et l'Impératrice Joséphine, disait ce sénatus-con-  
« sulte, est dissous. »

Joséphine conservait les titres et rang d'Impératrice Reine couronnée ; son douaire était fixé à une rente annuelle de deux millions de francs sur le trésor de l'Etat ; toutes les dispositions qui pouvaient être faites dans la suite par l'Empereur en faveur de l'Impératrice Joséphine, sur les fonds de la liste civile, seraient obligatoires pour ses successeurs.

87 sénateurs étaient présents ; 76 adoptèrent le rapport de la Commission ; 4 bulletins blancs furent déposés ; il n'y eut donc que 7 opposants. Ceci marquait la docilité de plus en plus grande du Sénat qui avait joué seulement le rôle, ici, en quelque sorte d'un enregistreur et non pas d'une assemblée délibérante.

Le Sénat d'ailleurs vota sur le champ l'envoi de deux adresses à l'Empereur et à l'Impératrice.

Dans celle de l'Empereur on lisait que Napoléon ne pouvait pas donner à la France un plus grand témoignage de son dévouement absolu aux devoirs qu'impose un trône héréditaire. Le Sénat ressentait vivement le besoin d'exprimer combien il était pénétré de tout ce qu'éprouvait la grande âme de l'Empereur.

A l'Impératrice on disait qu'elle venait de faire à la France le plus grand des sacrifices ; que l'histoire

lui en conserverait un éternel souvenir : « Depuis  
« longtemps Madame, le peuple français révère vos  
« vertus ; il chérit cette bonté touchante qui inspire  
« toutes vos paroles, comme elle dirige toutes vos  
« actions ; il admirera votre dévouement sublime ; il  
« décernera à jamais à Votre Majesté impériale et  
« royale un hommage de reconnaissance, de regrets  
« et d'amour. »

Les rapports de Marie-Louise et du Sénat-Conservateur furent beaucoup plus étroits. Marie-Louise fut, en effet, investie de la régence à laquelle le Sénat était étroitement mêlé.

Lors de la demande en mariage et du mariage les adresses du Sénat et les messages à cette assemblée se succédèrent (1). De même qu'au moment de la grossesse de l'Impératrice (2).

Le Sénat eut à fixer le 13 février 1813 (3) le douaire de Marie-Louise. Je n'étudierai pas ici ce sénatus-consulte qui trouvera sa place un peu plus loin dans l'étude sur les biens de la Famille impériale. Le douaire était fixé par le sénatus-consulte à un revenu annuel de quatre millions de francs, partie sur l'Etat et partie sur les biens de la couronne.

(1) *Moniteur* du 28 février et *Moniteur* de mars 1810.

(2) *Moniteur* de novembre 1810.

(3) *Archives nationales*, carton CC 6, registre, p. 171.

D'autres dispositions du sénatus-consulte fixaient les conditions de jouissance de ce douaire.

Les rapports du Sénat et de l'Impératrice avaient donc été simplement protocolaires. Mais la régence établie par le sénatus-consulte de floréal an XII (1) allait resserrer les liens. L'étude de ce sénatus-consulte sortirait trop du cadre de cette étude pour qu'il soit possible de l'analyser ici (2).

De même que les épouses de Napoléon, les frères de l'Empereur eurent avec le Sénat de fréquents rapports. Ils étaient en effet princes français et comme tels pouvaient voir régler la situation de leurs biens par des sénatus-consultes. C'est ainsi qu'en décembre 1810, Louis étant en Autriche après avoir abdiqué, et l'Empereur voulant réunir la Hollande à la France, il fallut fixer la situation de l'ancien roi de Hollande. La réunion de la Hollande à la France devait se faire par un sénatus-consulte ; la fixation de l'apanage de Louis devait se faire par un acte semblable, car Louis devait recevoir ce bien en qualité de prince français.

Au milieu du mois de décembre, Decaze envoyé en négociateur auprès de Louis, en Autriche, revient

(1) *Moniteur* du 30 floréal an XII (20 mai 1804).

(2) Voir *Moniteur* du 6 février 1813 pour le sénatus-consulte du 5 février sur la régence.

après avoir échoué dans sa mission. Il fut donc nécessaire de proposer au Sénat les deux sénatus-consultes organiques.

Le 10 décembre 1810 eut lieu la séance au Sénat. On n'invoque pour la réunion de la Hollande à la France que des nécessités politiques (1). On ne parle ni de Louis ni de ses agissements. Et le 13 décembre, le comte de Sémonville fit au nom de la Commission spéciale du Sénat un rapport sur la réunion de la Hollande à la France. Il concluait à l'acceptation du sénatus-consulte. De Louis, de son apanage, pas un mot.

Le Sénat vota sur-le-champ deux sénatus-consultes. Par le premier, la Hollande, les villes hanséatiques, le Luxembourg, etc... étaient réunis à l'Empire. Il organisait tous ces territoires.

Par le second était fixé l'apanage de Louis. Cet apanage du roi Louis « en sa qualité de prince français » était fixé à un revenu annuel de deux millions,

Accepter l'apanage équivalant pour Louis à accepter sa déchéance et l'annexion de la Hollande. Comment l'Empereur peut-il croire qu'il l'acceptera ? Il compte sans doute qu'une fois la nouvelle de l'annexion de la Hollande et la création de l'apanage publiée, la protestation de Louis sera vaine, et qu'il ne la fera pas.

Louis la fit cependant et écrivit une lettre de pro-

(1) *Moniteur* du 15 décembre 1810,

testation au Sénat déclarant désapprouver l'annexion et renoncer à l'apanage (1). Cette lettre fut remise à Regnaud de Saint-Jean d'Angély qui ne la transmit pas au Sénat-Conservateur.

Du reste, la reine de Hollande, la femme de Louis, malgré l'opposition de son mari, prit possession de l'apanage et en toucha les revenus.

Le Sénat-Conservateur rendit aussi des sénatus-consultes concernant les sœurs de l'Empereur.

En mars 1805, Elisa qui se trouvait alors à Paris désira le quitter. Bacciochi qui avait fait partie du Sénat s'y était rendu insupportable. Elisa désirait beaucoup le voir élevé au rang de prince comme l'était Borghèse par exemple. Il existait au centre de la Toscane un petit Etat, la Principauté de Piombino, dont la situation était assez incertaine. Murat avait cependant décrété en 1803 la réunion de cet Etat au territoire de la République française. Depuis, la Principauté était administrée par un général commandant l'Etat de Piombino. Napoléon pensa qu'il pourrait donner ce territoire à Elisa et à son mari en les nommant tous deux prince et princesse de Piombino. Ce fut un décret du 27 ventôse an XIII (28 mars 1805) qui donna en toute propriété la prin-

(1) Voir cette lettre dans l'ouvrage de M. Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, t. VI, p. 343.

cipauté de Piombino à la princesse Elisa. Ce jour-là, Napoléon se rendit au Sénat, fut reçu à la porte extérieure du palais par les grands officiers du Sénat et 24 sénateurs et conduit en grande pompe dans, dit le *Moniteur*, « la nouvelle salle dont les dispositions sont très belles et qui offrent un magnifique « coup d'œil ».

Maret, ministre secrétaire d'Etat, donna alors lecture du décret, précédé d'un message de l'Empereur au Sénat qui est remarquable (1) :

« Sénateurs, disait-il, la Principauté de Piombino  
« que la France possède depuis plusieurs années a  
« été depuis ce temps administrée sans règle et  
« sans surveillance. Située au milieu de la Toscane,  
« éloignée de nos autres possessions, nous avons  
« jugé convenable d'y établir un régime particulier. Le pays de Piombino nous intéresse par  
« la facilité qu'il offre pour communiquer avec l'Ile  
« d'Elbe et avec la Corse : nous avons donc pensé  
« devoir donner ce pays sous le haut domaine de la  
« France, à notre sœur la princesse Elisa, en conférant à son mari le titre de prince de l'Empire.  
« Cette dotation n'est pas l'effet d'une tendresse particulière, mais une chose conforme à la saine politique, à l'éclat de notre couronne, et à l'intérêt de  
« nos peuples. »

(1) *Moniteur* du 19 mars 1805.

Quelle était la pensée de Napoléon en adressant au Sénat un pareil message ? Il voulait sans doute donner plus de poids à sa donation qui aurait pu parfaitement se faire en dehors du Sénat et donner un caractère plus officiel au décret. Quelques années plus tard d'ailleurs, en 1809, le gouvernement général des départements de la Toscane fut érigé en grande dignité de l'Empire par un sénatus-consulte du 3 mars 1809 (1).

Le Grand Duc devait jouir des titres, rangs et prérogatives attribués au gouverneur général des départements au delà des Alpes par l'acte des Constitutions en date du 7 février 1808.

Il était enfin prévu que le gouvernement général des départements de la Toscane pourrait être confié à une princesse du sang impérial avec le titre de grande duchesse, et dans ce cas l'Empereur devait déterminer les dispositions des actes des Constitutions qui lui seraient applicables.

Quelques jours après, le 11 mars (2), l'archi-chancelier de l'Empire se rendit au Sénat pour lui annoncer que la princesse de Lucques et de Piombino était nommée grande duchesse de Toscane.

En ce qui concerne Borghèse et Pauline, le Sénat eut à intervenir pour conférer à Borghèse le titre de

(1) *Moniteur* du 4 mars 1809.

(2) *Moniteur* du 12 mars 1809.

citoyen français, pour créer le titre de gouverneur général ; pour l'attribution, enfin de la Principauté de Guastalla.

Le 25 mars 1805, Regnaud de Saint-Jean d'Angély vint proposer au Sénat-Conservateur le vote d'un sénatus-consulte. Il devait avoir pour but de conférer au prince Camille Borghèse le titre de citoyen français. L'Empereur voulait en quelque sorte naturaliser Borghèse citoyen français, et pensait ainsi avoir plus de facilité pour l'élever à de hautes dignités dans la suite. Ce sénatus-consulte particulier et assez inattendu fut présenté par Regnaud qui dit (1) :

« Un de vos décrets vient de donner le titre de  
« prince à un citoyen français, beau-frère de Sa  
« Majesté impériale et royale. Le sénatus-consulte  
« que je viens vous présenter a pour objet d'accor-  
« der à un prince allié de S. M. au même degré le  
« titre de citoyen français. »

Il établissait ainsi une sorte de parallèle entre deux choses absolument dissemblables : donner un titre de prince et conférer la qualité de citoyen français.

Le Sénat se prêta de bonne grâce à cette étrange naturalisation, et le prince Camille Borghèse, beau-

(1) *Moniteur* du 30 mars 1805.

frère de l'Empereur, fut admis aux droits de citoyen français. Il devait entrer immédiatement dans l'exercice de ses droits et était tenu d'en remplir les devoirs sans être assujetti à la résidence préalable exigée par l'article 3 de l'acte des Constitutions du 22 frimaire an VIII.

Au cours du mois de mars 1806, l'Empereur pensa donner à sa sœur Pauline la principauté de Guastalla. C'était une petite principauté italienne de 10.000 âmes que le Premier Consul avait recueillie avec Parme et Plaisance lors de la fondation du royaume d'Etrurie. Guastalla est donc donnée à Pauline et son mari, qui prennent, elle le titre de princesse et duchesse, lui de prince et duc de Guastalla. Mais après que le Sénat l'eut félicitée sur sa nouvelle dignité, Pauline se rend compte que son petit Etat ne lui est d'aucune utilité et elle ne pense qu'à s'en débarrasser.

Elle demande seulement que la vente soit bonne. Celle-ci est conclue ; l'Empereur lui écrit le 24 mai (1) :

« Ma sœur, vous trouverez ci-joint le décret que  
« je viens de prendre pour la cession de votre Princi-  
« pauté de Guastalla au royaume d'Italie. Vous ver-  
« rez que mon trésor d'Italie vous paiera 6 millions

(1) Lettre citée par M. F. Masson, *Napoléon et sa famille*, t. III, p. 334.

« dont 1.500.000 en juillet et le reste en trois ans...  
« Voyez donc à charger vos hommes d'affaires de  
« s'occuper de cette affaire. »

Cette vente fut confirmée par un sénatus-consulte du 14 août 1806 (1); l'article 1<sup>er</sup> portait :

« La Principauté de Guastalla ayant été, avec l'autorisation de Sa Majesté Empereur et Roi, cédée au  
« royaume d'Italie, il sera acquis du produit de cette  
« cession et en remplacement des biens dans le territoire français. »

Les biens devaient être possédés par Pauline, le prince Borghèse et les descendants nés de leur mariage, de mâle en mâle.

Enfin au cours de l'année 1808, l'Empereur voulant « rapprocher de lui ses sujets au delà des Alpes », avoir avec eux un contact plus direct, et posséder en même temps en Italie un gouverneur qui fût capable de le renseigner exactement, pensa à la création d'une dignité de gouverneur général. Ce gouvernement général devait être érigé en grande dignité de l'Empire.

Le 7 février 1808 (2), Treilhard, orateur du gouvernement, vint présenter le sénatus-consulte portant création du gouvernement général érigé en grande dignité de l'Empire au Sénat. Le prince gouverneur

(1) *Archives nationales*, carton CC 4, registre p. 47.

(2) *Moniteur* du 8 février 1808.

général devait, concurremment avec les princes grands dignitaires, pour les fonctions ressortissant de leurs attributions : porter à la connaissance de l'Empereur les réclamations formées par les collèges électoraux ou par les assemblées de cantons des départements au delà des Alpes pour la conservation de leurs privilèges ; il devait recevoir le serment des présidents des collèges électoraux et des assemblées de cantons ; des présidents et procureurs généraux, etc..... Lorsque S. M. I. et R. se trouvait dans les départements au delà des Alpes, le gouverneur général devait présenter au serment les généraux et fonctionnaires publics admis à le prêter devant elle.

Il devait enfin présider l'assemblée du collège électoral du département de Gênes.

Comme on le voit, les fonctions du gouverneur général étaient purement d'apparat et l'on sentait bien que cette sinécure était réservée à un membre de la famille impériale.

Le Sénat vota le sénatus-consulte.

Le 14 février, le prince Camille Borghèse fut nommé gouverneur général par l'Empereur. Le 25, l'Empereur annonça par un message cette nomination au Sénat qui, selon l'usage, répondit par une adresse de remerciements et de félicitations.

Le Sénat n'eut avec Eugène que peu de rapports. Le 1<sup>er</sup> février 1805 (12 pluviôse), un message de l'Empereur annonce l'élévation d'Eugène à la dignité d'archi-chancelier de l'Empire. Il envoie au Sénat à ce propos un message :

« De tous les actes de notre pouvoir, il n'en est  
« aucun qui soit plus doux à notre cœur. Elevé par  
« nos soins et sous nos yeux depuis son enfance, il  
« (Eugène) s'est rendu digne d'imiter, et avec la  
« grâce de Dieu, de surpasser un jour les exemples  
« et les leçons que nous lui avons donnés. Quoique  
« jeune encore, nous le considérons par l'expérience  
« que nous avons faite dans les plus grandes circons-  
« tances, comme un des soutiens de la Patrie. Au mi-  
« lieu des sollicitudes et des amertumes inséparables  
« du haut rang où nous sommes placés, notre cœur a  
« eu besoin de trouver des affections douces dans la  
« tendresse, et la consolante amitié de cet enfant de  
« notre adoption, consolation nécessaire sans doute  
« à tous les hommes, mais plus éminemment à nous  
« dont tous les instants sont dévoués aux affaires des  
« peuples.

« Notre bénédiction paternelle accompagnera ce  
« jeune prince dans toute sa carrière, et secondé par  
« la Providence il sera un jour digne de l'approbation  
« de la postérité. »

Le Sénat répondit à cette communication par une

adresse de remerciements à l'Empereur et par des félicitations à Eugène.

Le 14 janvier 1806 (1), nouvelle communication au Sénat à propos d'Eugène. L'archi-chancelier de l'Empire annonça le mariage du prince Eugène avec la princesse Auguste, fille du Roi de Bavière. L'Empereur avait envoyé au Sénat un message disant qu'il voulait assister à la séance du Sénat, mais que le mariage d'Eugène l'avait retardé.

Le 22 janvier 1806 (2), l'archi-chancelier vint annoncer la nouvelle de l'adoption d'Eugène et de l'hérédité de la couronne d'Italie.

« Le prince Eugène, dit-il, succédera à la couronne d'Italie et la transmettra à sa postérité. Si sa descendance vient à défaillir, cette couronne sera dévolue à l'un des plus proches de celui des princes du sang impérial qui, à cette époque, régnerait sur les Français. »

Dans la même séance fut lue une lettre de l'Empereur au Sénat exposant les raisons de l'adoption d'Eugène, « adoption qui ne l'autorisait, dit la lettre, ni lui, ni ses descendants à élever des prétentions à la couronne de France ».

Le Sénat vota sur-le-champ des remerciements et des félicitations à l'Empereur.

(1) *Moniteur* du 15 janvier 1806.

(2) *Moniteur* du 23 janvier 1806.

Comme il l'avait fait pour les épouses, les frères, les sœurs de Napoléon, le Sénat-Conservateur eut à s'occuper des autres membres de la famille de l'Empereur, et particulièrement de Murat. Le 2 février 1805 parvint au Sénat un message de l'Empereur annonçant que Murat était nommé Grand Amiral de l'Empire. On voit ici encore le souci constant de l'Empereur de tenir le Sénat très au courant de tout ce qui se passait dans l'Empire. Il disait que par cette nomination il avait voulu, non seulement reconnaître les services que Murat, son beau-frère, avait rendus à la Patrie, et l'attachement particulier qu'il avait montré à sa personne dans toutes les circonstances de sa vie, mais aussi rendre ce qui était dû à l'éclat et à la dignité de la couronne en élevant au rang de prince une personne qui lui était attachée de si près par les liens du sang. Dans la séance du 31 mars 1806, celle où fut déposé le statut de la famille impériale, fut communiqué au Sénat, par l'archi-chancelier de l'Empire, le 3<sup>e</sup> décret en vertu duquel étaient cédés en toute souveraineté à Murat les duchés de Clèves et de Berg.

Dans la même séance du 2 février 1805 l'Empereur fit connaître au Sénat une importante promotion de sénateurs qu'il avait nommés.

C'étaient le cardinal Cambacérès, archevêque de Rouen ; l'ambassadeur et général Beurnonville ;

l'ambassadeur Sémonville ; le ministre plénipotentiaire Daguesseau, etc..., et en tête de tous le cardinal Fesch. Il est certain que sa place était toute marquée au Sénat.

Dans la séance du 5 juin 1806 (1), l'archi-chancelier apprit au Sénat que le prince archi-chancelier de l'Empire germanique avait choisi Fesch comme coadjuteur et successeur. Communication toute naturelle puisqu'il s'agissait d'une nouvelle dignité dont était revêtu un des membres du Sénat. Cependant, et malgré le consentement de l'Empereur à cette nomination en 1810, en dépit des services nombreux rendus par Fesch, l'Empereur s'avise que (2) « les principes de l'Empire s'opposant à ce « que le sacerdoce fût réuni à aucune souveraineté « temporelle, il a dû regarder comme non avenue la « nomination que le prince Primat avait faite du cardinal Fesch pour son successeur ». Ce message que l'Empereur envoyait au Sénat le 3 mars 1810 se terminait d'ailleurs par l'éloge de Fesch. Enfin Napoléon apprenait encore qu'il avait cédé tous ses droits sur le Grand Duché de Francfort. Eugène Napoléon devait donc hériter du prince Primat.

Ce fut enfin le Sénat-Conservateur qui organisa la famille impériale au moment de l'établissement de

(1) *Moniteur* du 6 juin 1806.

(2) Message du Sénat, *Moniteur* du 3 mars 1810.

l'Empire. Il s'acquitta de cette tâche par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII (18 mai 1804), préparé d'ailleurs dans le cabinet du Premier Consul.

Ce sénatus-consulte (1) avait été porté le 26 floréal au Sénat par les orateurs du Gouvernement. Lacépède fut chargé du rapport au nom de la commission spéciale nommée pour l'étude du sénatus-consulte. Ce sénateur, dans son rapport, fit l'éloge de Joseph et de Louis, et se félicita de l'admission des princes français au sein du Sénat.

Ce sénatus-consulte qui établissait l'Empire fut adopté à l'unanimité moins 3 voix. Nous n'étudions ici que ce qui concerne l'organisation de la famille impériale.

Le titre III tout entier y est consacré. Il n'avait pas été rédigé par des sénateurs. Cependant le Sénat l'adopta sans observation. Il s'intitule « de la Famille Impériale ». Le Sénat avait un certain nombre d'attributions. Il devait par exemple (art. 10) régler par un sénatus-consulte le mode d'éducation des princes français. L'article 11 portait d'ailleurs qu'ils seraient membres du Sénat et du Conseil d'Etat lorsqu'ils auraient atteint leur dix-huitième année.

Enfin, en vertu de l'article 12, les actes constatant la naissance, le mariage et le décès des membres

(1) *Moniteur* du 20 mai 1804 (30 floréal an XII).

de la Famille impériale devaient être transmis, sur un ordre de l'Empereur, au Sénat qui en ordonnait la transcription sur ses registres et le dépôt dans ses archives.

En somme, ce sénatus-consulte contient toute une organisation assez sommaire, il est vrai, de la Famille impériale. Ce furent plutôt les statuts postérieurs qui l'organisèrent définitivement. Ces statuts ne furent pas l'œuvre du Sénat puisqu'ils furent établis par des décrets de l'Empereur, mais le Sénat en eut toujours connaissance le jour même de leur promulgation, et ils furent d'ailleurs présentés comme résultant des dispositions de l'acte des Constitutions du 28 floréal an XII.

Le Sénat-Conservateur se montra fort attentif à défendre et à conserver les attributions reçues et qui touchaient à la Famille impériale.

Cette assemblée, par un sénatus-consulte du 15 brumaire an XII (1), avait établi l'hérédité de la dignité impériale « dans la descendance directe naturelle, légitime et adoptive de Napoléon Bonaparte, et dans la descendance directe, naturelle et légitime de Joseph Bonaparte et de Louis Bonaparte, ainsi qu'il était réglé par l'acte des Constitutions de l'Empire en date du 28 floréal an XII ».

(1) *Moniteur* du 27 novembre 1804.

Le 10 frimaire (1<sup>er</sup> décembre) (1), le Sénat se rendit aux Tuileries auprès de l'Empereur. François (de Neufchâteau) félicita Napoléon, dit que l'hérédité promettait la liberté et réclama le dépôt au Sénat des actes qui constituaient l'état civil des princes de sang impérial.

Conformément à cette demande et aux constitutions du nouvel Empire (2), le 18 décembre 1804 furent déposés au Sénat les actes de naissance de l'aîné des fils de Louis, né sous le Consulat, et de son frère puîné. On avait entouré d'un très grand appareil le baptême de ce dernier. Le 18 décembre (3), Napoléon envoya un message au Sénat où il mandait qu'il avait chargé l'archi-chancelier de l'Empire de présenter au Sénat les actes qui constataient la naissance de Napoléon Charles, né le 18 vendémiaire an XI, et de Napoléon Louis, né le 19 vendémiaire an XIII. Il invitait le Sénat à en ordonner, conformément aux constitutions, la transcription sur ses registres et le dépôt dans ses archives.

L'archi-chancelier, dans son discours, se félicita qu'une heureuse coïncidence réunît en ce jour le dépôt des actes de naissance et la publication du

(1) *Moniteur* du 13 frimaire (12 décembre 1804).

(2) Article 12 du titre III du sénatus consulte du 28 floréal an XII.

(3) *Moniteur* du 27 décembre 1804.

plébiscite. François (de Neufchâteau) dit que le dépôt des actes de naissance était une heureuse inauguration pour la nouvelle salle des séances et pour l'installation au Sénat du grand électeur. Joseph venait en effet d'être élevé à cette dignité.

On voit donc que le Sénat-Conservateur était devenu, en quelque sorte, le gardien des actes de l'état civil des princes de la Famille impériale.

De plus, le 31 mars 1806 (1), l'archi-chancelier se rendit au Sénat pour présenter un statut contenant des dispositions réglant tout ce qui concernait l'état civil de la Famille impériale et déterminant les devoirs des princes et princesses qui la composaient envers l'Empereur.

Ce message au Sénat produisit une grande impression, car on sentait que la Famille impériale commençait à s'établir sur des bases solides.

Voici ce que dit un rapport de police du temps (2) :

« Le message de Sa Majesté au Sénat est devenu  
« l'entretien de toute la capitale. Chacun en parle  
« selon ses idées et selon le degré de son intelligence.  
« Les faiseurs de projets qui travaillaient pour le  
« succès des familles attachées aux Bourbons sont  
« dans un grand étonnement et dans une tristesse  
« profonde. Au lieu des projets qu'ils se flattaient de

(1) *Moniteur* du 1<sup>er</sup> avril 1806.

(2) *Archives nationales*, AF IV, 1496, cité par Aulard.

« faire adopter pour le rétablissement d'une noblesse  
« dans laquelle ils occupaient nécessairement le  
« premier rang, ils voient naître au contraire un or-  
« dre de choses qui élève les familles attachées à la  
« dynastie nouvelle fort au-dessus de tous les rangs  
« de l'ancienne. Cet événement va déconcerter pour  
« quelque temps beaucoup de coteries qui sont tou-  
« jours trompées dans leur attente parce que le  
« délire de leurs passions ou les bornes de leur es-  
« prit ne leur permet pas de comprendre le système  
« profond dont nous voyons chaque jour le dévelop-  
« pement. »

Fouché. »

*Bulletin du 1<sup>er</sup> avril.*

L'intervention constante du Sénat, la première Assemblée de la Nation dans la constitution de la Famille impériale, devait certainement contribuer en effet à consolider « un ordre de choses qui élève les familles attachées à la dynastie nouvelle fort au-dessus de tous les rangs de l'ancienne ».

Ce fut aussi par des sénatus-consultes que les grandes règles devant régir les biens de la famille impériale furent posées. Sans doute toutes les donations de Napoléon à sa famille échappèrent au Sénat, mais ce fut lui qui fixa, après le divorce, le douaire

de Joséphine, celui de Marie-Louise ; qui, par les sénatus-consultes du 30 janvier 1810 et du 1<sup>er</sup> mai 1812 détermina le sort des biens de la couronne. Ce fut lui aussi qui fixa l'apanage de Louis.

Le rôle du Sénat fut donc en cette matière très important. Napoléon avait pensé que la sanction du Sénat aux règles qu'il posait leur donnerait plus de valeur, plus de solidité dans la suite.

La première fois, et nous avons déjà signalé, que le Sénat eut à intervenir pour fixer l'attribution des biens de la couronne à un membre de la famille impériale, ce fut lors du divorce en décembre 1809. Le sénatus-consulte qui déclarait dissous le mariage contracté entre l'Empereur et Joséphine porte dans son article 3 (1) : « Son douaire (de l'Impératrice) est  
« fixé à une rente annuelle de deux millions de francs  
« sur le trésor de l'Etat. »

L'article 4 portait que toutes les dispositions qui pourraient être faites par l'Empereur en faveur de Joséphine sur les fonds de la liste civile seraient obligatoires pour ses successeurs.

Plus tard, le 20 janvier 1810 (2), fut proposé un sénatus-consulte qui, selon les propres expressions de l'orateur du gouvernement, Regnaud Saint-Jean d'Angély, « était une loi qui constituait pour ainsi

(1) *Moniteur* du 17 décembre 1809.

(2) *Moniteur* du 2 février 1810.

« dire le code de la dynastie impériale ». On trouve des dispositions de tous genres dans cette loi : on règle d'abord la nature, l'administration, la destination des biens de l'Empereur ; le sénatus-consulte établit aussi le douaire de la couronne, crée un domaine extraordinaire, autorise un domaine privé, mais aussi il règle le partage entre les enfants des deux sexes qu'aura l'Empereur ; il règle le douaire des Impératrices, la constitution des apanages ; il assure le sort des princesses de la Famille impériale.

En ce qui concernait la dotation de la couronne, l'Empereur n'avait rien voulu ajouter à la dotation rappelée par l'acte du 28 floréal.

Le domaine extraordinaire se composait des domaines et des biens mobiliers et immobiliers que l'Empereur, exerçant le droit de paix et de guerre, avait acquis par des conquêtes ou des traités. Regnaud disait que l'Empereur voulait en donner une grande partie à « ses guerriers » ; il rappelait qu'une partie des capitaux servait à l'entretien de l'armée.

Le domaine privé de l'Empereur devait être soumis au droit privé. Il se partageait entre les enfants et les héritiers de l'Empereur.

Des propriétés foncières substituées et inaliénables, comme la dotation de la couronne et comme les majorats, devaient former les apanages des princes. Leur concession devait exiger le concours

de l'Empereur et du Sénat. La propriété du douaire privé des princes ne serait cependant pas maintenue sur leur tête s'ils étaient appelés à une couronne étrangère. Les princesses devaient enfin recevoir une dot. Si « les chances de la destinée ou la propre volonté des princesses les éloignait des liens « du mariage », elles auraient droit, à 18 ans, à une pension annuelle. Sa fixation devait résulter, comme celle des apanages, de la proposition de l'Empereur et de l'assentiment du Sénat.

La reconstitution du domaine de la couronne était, en effet, nécessaire. Le sénatus-consulte du 28 floréal avait reproduit la loi du 26 mai 1791. En 1810, la couronne n'avait point de dotation, et elle n'était qu'usufruitière comme l'Empereur. Il fallait une dotation de la couronne stable et elle devait être propriétaire des domaines affectés à la liste civile. Les immeubles afférents à celle-ci qui avaient été aliénés devaient être remplacés.

Le domaine extraordinaire, lui aussi, était nécessaire pour subvenir aux dépenses des armées, pour récompenser les soldats et les grands services civils rendus à l'Etat, pour élever des monuments, pour faire des travaux publics.

Les apanages étaient conformes à l'esprit de la monarchie ; ils ne devaient avoir aucun privilège, différant en cela des anciens apanages. Desmeunier

le 30 janvier, au nom de la Commission spéciale devant laquelle avait été renvoyé le sénatus-consulte, définissait ainsi devant le Sénat ses avantages :

« On y reconnaissait les vrais principes de la monarchie tempérée. Il offrait des moyens de stabilité pour le trône, d'économie pour le trésor public, d'émulation pour le service de la Patrie, de belles récompenses pour les guerriers. »

Après la lecture d'un rapport de Daru, intendant général de la couronne, le sénatus-consulte fut adopté par le Sénat. Il comprenait cinq titres.

Le premier réglait la donation de la couronne. Un inventaire devait en être adressé au Sénat. L'article 12, § 2, intitulé « Conservation des biens qui forment la dotation de la couronne », portait que l'échange des immeubles attachés à la dotation de la couronne ne pouvait avoir lieu qu'en vertu d'un sénatus-consulte. Ces biens avaient, en effet, été déclarés inaliénables. La garantie d'un sénatus-consulte pour leur transmission avait, en conséquence, été regardée comme nécessaire et suffisante.

Le Sénat n'avait aucune part dans l'administration des biens de la dotation, objet du paragraphe 3.

Le titre II avait trait au domaine extraordinaire.

Le titre III s'occupe du domaine privé de l'Empereur. L'article 48 portait que les biens immobiliers de droits incorporels faisant partie du domaine privé

de l'Empereur ne devaient en aucun temps, et sous aucun prétexte, être réunis au domaine de l'Etat. On voulait ainsi empêcher toute confusion entre ces deux domaines. La réunion ne pouvait s'opérer que par un sénatus-consulte.

Le titre IV traitait du douaire des Impératrices et des apanages des princes français. Le douaire des Impératrices, en vertu de l'article 54, § 1<sup>er</sup>, intitulé

Dispositions générales », était à la charge de l'Etat. La quotité de ce douaire était fixée par un sénatus-consulte lors du mariage de l'Empereur et du prince impérial, ou lors de l'avènement au trône du prince puîné, s'il avait été marié avant le temps où il avait acquis la qualité d'héritier présomptif de la couronne.

L'Empereur, s'il avait des immeubles dans le domaine extraordinaire ou dans son domaine privé, les affectait, en vertu de l'article 57, aux apanages des princes. En cas d'insuffisance, il y était pourvu par un sénatus-consulte.

Le Sénat avait encore un rôle important à jouer dans la concession des apanages. On remarque qu'il devait alors intervenir dans tous les actes importants comme les cessions de biens de la couronne. Il servait en quelque sorte d'organe de contrôle.

Les apanages, soit sur le domaine extraordinaire, soit sur le domaine privé, devaient, en vertu de l'ar-

ticle 66 intitulé « De la concession des apanages », être faits par décret de l'Empereur, communiqué et enregistré au Sénat. Les apanages sur l'Etat n'étaient concédés que sur la proposition faite au nom de l'Empereur, après l'époque où le droit de les obtenir était ouvert, et par un sénatus-consulte.

A quelque degré de la descendance masculine que l'apanage fût arrivé, les princesses filles de l'un des apanagistes, si elles n'étaient pas mariées, recevaient un mariage avenant, lequel était proposé par le conseil de la Famille impériale, et dont le capital était payé sur le domaine extraordinaire, sur le domaine privé ou enfin sur l'Etat s'il en était ainsi réglé par un sénatus-consulte.

L'article 75 intitulé « De la conservation des apanages » portait que les immeubles apanagés ne pouvaient être échangés qu'en vertu d'un sénatus-consulte. Le droit de contrôle du Sénat s'affirmait ici une fois de plus.

Tous les échanges qui n'étaient pas faits en vertu d'un sénatus-consulte étaient nuls et nonavenus (art. 76).

Le titre V enfin traitait de la dotation des princesses. Les princesses filles de l'Empereur régnant ou décédé et les filles des princes, fils de l'un ou de l'autre Empereur, lorsqu'elles n'avaient pas perdu leur père, ou que leur père n'avait point d'apanage,

étaient dotées par l'Empereur, sur son domaine privé ou sur son domaine extraordinaire. Mais s'ils n'étaient pas suffisants, elles étaient dotées par l'Etat, et en ce cas il devait être statué par un sénatus-consulte (art. 86).

Si la princesse n'épousait pas un Français régnicole, la dot (art. 87) ne pouvait être constituée qu'en argent. Elle n'était accordée que sur la réquisition de l'Empereur et elle était réglée par un sénatus-consulte à la somme que l'Empereur indiquait (art. 88).

Les princesses parvenues à l'âge de 18 ans accomplis sans être mariées avaient droit à une pension annuelle. Cette pension (art. 90) était fixée pour chacune d'elles d'après les règles posées par l'article 66 du paragraphe 3 du titre VI pour les apanages, c'est-à-dire qu'elle était constituée par décret de l'Empereur communiqué et enregistré au Sénat. Les pensions sur l'Etat n'étaient concédées que sur la proposition faite au nom de l'Empereur, après l'époque où le droit de les obtenir était ouvert par un sénatus-consulte.

Lorsqu'en décembre 1810 la Hollande fut réunie à la France, ce fut encore le Sénat qui fut chargé de fixer les biens qui seraient attribués à l'apanage que Louis devait recevoir en qualité de « Prince français » et en compensation de la perte de son royaume.

Nous avons vu que le sénatus-consulte du 13 décembre 1810 (1) fixa cet apanage.

L'apanage de Louis était d'un revenu annuel de deux millions. Il était ainsi constitué : la forêt de Montmorency, les bois de Chantilly, d'Ermenonville, de l'Isle Adam, de Coye, de Pont Armé et du Lys jusqu'à la concurrence d'un revenu annuel de 500.000 francs ; les domaines existants dans les départements des Bouches-du-Rhin jusqu'à concurrence d'un revenu annuel de 500.000 francs ; il comprenait enfin une somme annuelle d'un million sur le trésor public.

Après le décès de Louis, et attendu la disposition faite par l'Empereur du grand Duché de Berg en faveur de l'aîné des fils de Louis, l'apanage, à l'exception de la partie consistant en un revenu annuel d'un million sur le trésor public, laquelle demeurerait éteinte, devait passer au second fils de Louis et être transmissible à la descendance masculine, naturelle et légitime, jusqu'à extinction de la dite descendance.

Ce sénatus consulte était conforme aux dispositions édictées par celui du 30 janvier 1810. En effet, en vertu de l'article 66, section III, titre IV, les apanages sur l'Etat n'étaient concédés que sur la proposition faite au nom de l'Empereur, après l'époque où

(1) *Moniteur* du 17 décembre 1810.

le droit de les obtenir était ouvert par un sénatus-consulte.

Le 13 février 1813 le Sénat, en vertu de l'acte des Constitutions du 30 mars 1810, eut à fixer le douaire de Marie-Louise. L'Empereur, sans tirer à conséquence pour l'avenir, avait jugé convenable d'asseoir sur la liste civile et sur le domaine extraordinaire une portion du douaire de Marie-Louise. L'Empereur aurait pu, et Regnaud (1) le faisait remarquer dans l'exposé des motifs, aux termes du statut impérial du 30 mars 1806, régler la question du douaire par un acte de sa volonté. Mais l'acte des constitutions du 30 janvier 1810 avait établi des formes différentes et leur solennité avait été jugée plus convenable à un aussi important objet. L'Assemblée Constituante avait assigné le douaire de la Reine sur le Trésor public et l'avait fixé à quatre millions. L'article 54 de l'acte des Constitutions du 30 janvier 1810 portant une disposition semblable, aucune partie du douaire de l'Impératrice ne devait être payée par le trésor de la couronne. Napoléon avait jugé excessif néanmoins de surcharger le trésor de l'Etat de l'acquittement total du douaire de l'Impératrice. Le palais de l'Elysée Napoléon qui devait être affecté à la résidence de l'Impératrice douairière appartenait au domaine extraordinaire. Le

(1) *Archives nationales*, carton CC 6, registre p. 171.

Grand et le Petit Trianon et le Château de Compiègne désignés pour être mis à la disposition de l'Impératrice étaient distraits à cet effet du domaine de la couronne. La forêt de Compiègne, dont la jouissance était annexée à celle du château et montant à une somme annuelle de 800.000 francs de revenu, était prélevée sur le revenu de la couronne à la décharge de l'Etat et le Trésor ne restait plus chargé que de 3.200.000 francs qui devaient être acquittés par la jouissance des forêts de Villers-Cotterets, d'Aumale et d'Eu avec le château de ce nom et de Soignes dont les revenus étaient évalués à 1.200.000 francs, et par une rente de deux millions payables par le trésor de l'Etat.

Le 19 février 1813 parut le sénatus-consulte fixant le douaire de Marie-Louise. Il était fixé à un revenu annuel de 4.000.000 de francs, partie sur l'Etat et partie sur les biens de la couronne.

Marie-Louise avait, sa vie durant, la jouissance des palais de l'Elysée Napoléon et des Grand et Petit Trianon.

Les biens affectés au douaire étaient : sur les biens de la couronne : le château et la forêt de Compiègne, la forêt de Laigle évaluée 800.000 francs ; sur les biens de l'Etat : la forêt de Villers-Cotterets, la forêt d'Eu, la forêt de Soignes, évaluées ensemble 2.000.000 de francs.

L'Impératrice devait jouir de son douaire à compter de son veuvage, mais au cas où elle deviendrait régente, elle devait supporter ses dépenses personnelles ; le trésor de la couronne devait pourvoir seulement aux dépenses de sa maison pendant qu'elle exerçait la régence.

Le Sénat eut en outre à s'occuper à différentes reprises d'augmentation du domaine de la couronne par l'adjonction de nouveaux biens. Ce fut là l'objet notamment des sénatus-consultes du 1<sup>er</sup> mai 1812 et du 14 avril 1813.

Plusieurs parties des domaines formant la dotation de la couronne aux termes de la loi du 26 mai 1791 en avaient été distraites par aliénations successives. A diverses époques des portions de ces domaines aliénés avaient été rachetées et réunies à ceux dont ils avaient été démembrés. De ces acquisitions, les unes avaient été faites des fonds de l'Etat, les autres, depuis l'acte des Constitutions de l'Empire du 28 floréal, des fonds du trésor de la couronne et en conséquence faisaient partie du domaine privé de l'Empereur. Celui-ci voulait opérer la réunion de toutes ces acquisitions au domaine de la couronne.

Mais cette réunion d'une partie du domaine public ou du domaine privé à la dotation de la couronne ne pouvait s'opérer qu'avec les formalités prescrites par les articles 48 et 49 de l'acte des Constitutions

du 30 janvier 1810. La réunion ne s'effectuait pas de droit, comme pour l'ancien domaine royal, elle n'avait pas même lieu par l'administration commune et par les mêmes officiers. Il fallait pour cette réunion un sénatus-consulte.

Il fut voté sans difficulté le 1<sup>er</sup> mai 1812 (1) et c'est ainsi que furent réunis au domaine de la couronne les immeubles acquis au nom de l'Empereur à Versailles, Saint-Cloud, Meudon, Saint-Germain, Rambouillet, Fontainebleau, Compiègne, Paris, les palais de Strasbourg et de Bordeaux qui avaient été mis au nombre des palais impériaux par les décrets des 21 janvier 1806 et 28 avril 1806.

Cette combinaison offrait un inconvénient : c'est que les immeubles dont il s'agissait eussent payé les contributions publiques en demeurant dans le domaine privé de l'Empereur ou dans le domaine extraordinaire, ils en étaient affranchis en passant dans le domaine de la couronne. Cette perte, il est vrai, était légère. Elle ne devait pas dépasser 20.000 francs par an.

Desmeunier, qui faisait le rapport sur ce sénatus-consulte au nom de la Commission spéciale, s'en consolait très rapidement en disant : « Les principes  
« monarchiques subordonnent toujours de petits cal-

(1) *Archives nationales*, carton CC 6, registre p. 123.

« culs de finance à de plus grands intérêts, ainsi que  
« vous l'avez jugé en rétablissant le domaine de la  
« couronne (1). »

Plus tard le sénatus-consulte du 14 avril 1813 (2) décida que les bois de Rochefort faisant partie de la forêt d'Yvelines, réunie au domaine de la couronne par le sénatus-consulte du 30 janvier 1810, seraient distraits des biens affectés à la dotation de la couronne ; en remplacement la forêt de Dourdan faisant partie du domaine impérial, contenant 947 hectares 22 ares et donnant un revenu annuel de 45.696 francs, était réunie au domaine de la couronne. Pour couvrir le domaine impérial de la plus-value de la forêt de Dourdan, il lui était donné en échange par le domaine de la couronne le bois de Hautes Bruyères dont le revenu annuel était de 15.449 francs.

On voit donc quelle part active eut le Sénat dans l'organisation de la Famille impériale, dans la gestion de ses biens.

Le Sénat était très jaloux du rôle important qui lui était concédé en pareille matière, et il était aussi très fier de compter au nombre de ses membres les Princes de la Famille impériale qui, par leur présence, paraient d'un nouveau lustre l'assemblée dont

(1) *Archives nationales*, carton CC 6, registre p. 120.

(2) *Archives nationales*, carton CC 6, registre p. 187.

ils faisaient partie. Aussi en avril 1814, lorsque fut élaborée la Charte sénatoriale qui devait échouer si piteusement pour être remplacée par la Charte tout court, nous trouvons dans l'acte du Sénat un article 7 ainsi conçu (1) : « Les princes de la Famille impériale et les princes du sang sont de droit membres du Sénat. »

Le rôle des princes de la Famille impériale fut néanmoins peu important dans le Sénat-Conservateur. Mais au fur et à mesure que l'Empire se développe, nous voyons l'Empereur avoir de plus en plus recours à des sénatus-consultes pour poser des règles stables sur les biens, les apanages, les douaires.

Le Sénat eut à stabiliser les règles que l'Empereur seul posait.

En matière de biens de la couronne, il eut un rôle, non plus de conservateur de la Constitution, mais bien de conservateur des biens de la couronne.

Le Sénat fut en somme associé de très près à la Constitution et à la consolidation de la grande famille impériale que Napoléon avait rêvé de fonder.

---

(1) *Moniteur* du 8 avril 1814.



## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. — Pièces d'archives.

#### *Archives Nationales.*

- |                            |                                                                                                                     |
|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CC 1 à 9                   | Procès-verbaux authentiques du Sénat.                                                                               |
| CC 10 à 22                 | Procès-verbaux non authentiques du Sénat-Conservateur et pièces annexes.                                            |
| CC 59 à 69                 | Registres et pièces diverses des Commissions sénatoriales de la liberté de la presse et de la liberté individuelle. |
| CC 972-986                 | Procès-verbaux du Sénat, secondes minutes.                                                                          |
| AD 18 <sup>B</sup> 314-316 | Procès-verbaux des assemblées du Sénat-Conservateur.                                                                |
| AFIV 93                    | Conseils d'administration du Sénat.                                                                                 |
| AFVI 94                    | Conseil privé pour sénatus-consultes.                                                                               |
| AFIV 4 à 15                | Procès-verbaux inédits des séances des consuls.                                                                     |
| AFIV 1313                  | Mémoires relatifs au Sénat.                                                                                         |
| AFIV 1227-1284             | Minutes des procès-verbaux des Conseils présidés par l'Empereur.                                                    |
| AF 1041                    | Correspondance du grand chancelier, des présidents du Tribunal, du Corps législatif et du Sénat.                    |

### II. — Imprimés.

#### 1) OUVRAGES CONTEMPORAINS.

##### 1° *Bibliothèque Nationale.*

- Série Lb<sup>44</sup> n° 1    *Recueil des différents règlements et arrêtés règle-*

- mentaires pris par le Sénat. Paris, Imprimerie de P. Didot l'aîné, in-8°.*
- Série Lb<sup>44</sup> 2 à 83 *Détail des séances du Sénat-Conservateur publié comme extrait des registres du Sénat par P. Didot l'aîné.*
- Série Lb<sup>43</sup> 598 *Du sénatus-consulte rendu le 15 nivôse an IX sur le référé du gouvernement. Paris, Imprimerie de Demonville, in-8°, Pièce.*
- Série Lb<sup>48</sup> 40 *Tableau historique des prisons d'Etat en France sous le régime de Bonaparte, par Eve, dit Demaillot. Paris, Delaunoy, 1814, in-8°.*
- Série Lb<sup>44</sup> 11 *Histoire générale des prisons sous le règne de Buonaparte. Paris, A. Emery, 1814, in-8°.*
- Histoire critique du Sénat-Conservateur depuis sa création en nivôse an VIII jusqu'à sa dissolution en avril 1814, par R. S. Durdent. Paris, A. Emery, 1818, in-8°.*
- Souvenirs sénatoriaux précédés d'un essai sur la formation de la Cour des pairs, par le comte de Cornet. Paris, Baudoin frères, éditeurs, 1824, in-8°.*

2° Journaux.

Réimpression du *Moniteur*, 1795-1800.  
*Moniteur*, journal officiel depuis le 7 nivôse an VIII.  
*Journal des Hommes libres.*  
*L'Ami des Lois.*  
*Journal des Débats.*  
*Gazette de France.*  
*Publiciste.*  
*Journal des Défenseurs de la Patrie.*  
*Journal de Paris.*  
*Mercure de France.*  
*Clef du Cabinet.*  
*Journal du Matin.*  
*Journal du Soir.*  
*Journal du Commerce.*

3° Documents contemporains.

Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>.

4° Mémoires contemporains.

**Baron de Meneval.** — *Mémoires pour servir à l'Histoire de Napoléon I<sup>er</sup>.* E. Dentu, éditeur, 1894, 3 vol.

**Duchesse d'Abrantes.** — *Mémoires*. Librairie Garnier frères, éditeurs, 10 vol.

**Baron Fain**, premier secrétaire du Cabinet de l'Empereur. — *Mémoires*. Paris, Librairie Plon, 1908, 1 vol.

**Joseph.** — *Mémoires et correspondance politique et militaire du Roi Joseph*, publiés, annotés et mis en ordre par A. du Casse, Librairie Perrotti, 1853, 18 vol.

**Baron Pelet de la Lozère**, membre de la Chambre des députés. — *Opinions de Napoléon I<sup>er</sup> sur divers sujets politiques et d'administration recueillies par un membre du Conseil d'Etat*. Didot, 1833, 1 vol.

**Chancelier Pasquier.** — *Mémoires*. Librairie Plon, Paris, 1894, 6 vol.

**Duc de Rovigo.** — *Mémoires pour servir à l'Histoire de l'Empereur Napoléon*, 6 vol. Edition nouvelle revue et annotée par Désiré Lacroix, Paris, Garnier frères, éditeurs, 1901.

**Prince de Talleyrand.** — *Mémoires*, publiés par le Duc de Broglie. Calman Lévy, éditeurs, Paris, 1891, 5 vol.

*Mémorial de Sainte-Hélène*, par Las Cases, suivi de *Napoléon dans l'exil*, par O'Meara et Antomarchi. Paris, Ernest Bourdin, éditeur, 1842.

**Kotzerue.** — *Erinnerungen aus Paris im Jahre 1804*. Berlin, 1804, in-8°.

**Dalloz.** — *Répertoire alphabétique de droit constitutionnel*, t. 18 (1851).

**Duvergier.** — *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat*. Paris, 1826, Imprimerie A. Guyot.

## 2) OUVRAGES POSTÉRIEURS.

**Thiers.** — *Histoire du Consulat et de l'Empire*, 20 vol.

**Madelin.** — *Fouché*. Thèse de Doctorat ès-lettres.

**Frédéric Masson.** — *Napoléon et sa famille*, 11 vol. ; *Le Sacre et le couronnement de Napoléon* ; *Joséphine Impératrice et Reine* ; *Joséphine répudiée*. Paris, librairie Paul Ollendorf.

**Emile Blanc.** — *Napoléon I<sup>er</sup>, Institutions civiles et administratives*. Librairie Plon, 1 vol.

**Aulard.** — *Paris sous le Consulat*, novembre 1799, novembre 1800, avril 1802, avril 1803. Librairie Léopold Cerf et librairie Noblet, 1903.

— *Paris sous le premier Empire*.

**Albert Vandal.** — *L'avènement de Bonaparte*, 2 vol. Librairie Plon et Nourrit, 1845, Paris.

**Léonce de Brotonne.** — *Les sénateurs du Consulat et de l'Empire*. Paris, Etienne Chavaray, éditeur, 1895.

**Lair.** — *Les Hautes Cours politiques en France et à l'étranger*.

**Gustave Davois.** — *Bibliographie napoléonienne jusqu'en 1808*, 2 vol. 1908, Edition bibliographique.

*Catalogue de l'Histoire de France*, publié par ordre de l'Empereur. Librairie Firmin Didot, Paris, MDCCLVI.

---

Vu :

Le Président de la thèse,  
E. CHAVEGRIN.

Vu :

Le Doyen,  
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,  
APPELL.

---

---

Etablissements André Brulliard. — Saint-Dizier (Haute-Marne)

---





